

Mort d'une supportrice aux abords du stade Mohammed V

## Le sacre du grand "footoir"

P4

Syndic judiciaire

Une profession en mal de redressement

P6



Abdellatif Ouahbi, ministre de la Justice.

L'Intelligence artificielle invente un nouvel outil effroyable

Souriez, votre pensée a été décodée !

P5

Les viandes blanches hors de prix

Au secours, ils ont tué la poule aux œufs d'or...

P3

Factures de Lydec

Entre douche froide et haute tension

P29

Instance anti-corruption

Un travail enrichissant...

P5

Ouzzine, Benkirane et Benabdallah

## Les nouvelles farces de l'opposition...

P8

Mohamed Moubdie derrière les barreaux

DITES AU MINISTRE QUE JE VEUX UN BRACELET ELECTRONIQUE

ICI, LES GADGETS SONT INTERDITS...



Boudali

L'entretien -à peine- fictif de la semaine



Abdelaziz El Badraoui

Je ne suis pas une ordure

P31

+ Votre Supplément SIAM

Spécial SIAM

du Canard Libéré

Les cahiers des enjeux de la sécurité alimentaire

OCP au cœur du Plan Maroc Vert à «GÉNÉRATION GREEN»

LES DÉFIS DE LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE

Fruit d'une vision royale ambitieuse, le programme «Génération Green» a pris le relais du Plan Maroc Vert pour faire émerger une classe moyenne dans le monde rural.



## Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou

# A quand un programme national « Villes avec bidonvilles » ?

C'est une véritable jacquerie, dont les images ont été relayées sur les réseaux sociaux, qu'a connu, lundi 24 avril, la petite ville balnéaire de Skhirat. Les raisons de la colère ? La décision de délogement, signée par le wali de la région Mohamed Yacoubi, d'un immense quartier bidonvillois du nom de Mhijer. Explosion de rage. Cris d'indignation. L'opération de démolition et d'expulsion tourne à une confrontation violente avec la force publique, accueillie à coups de pierres par une foule en furie. Bilan : Blessés graves des deux côtés et interpellation des meneurs supposés de cette insurrection. Les ménages bidonvillois de Skhirat se sont insurgés parce qu'ils refusent l'offre des autorités de logements économiques en guise de compensation, et réclament à la place comme si c'était un droit, des lots viabilisés pour construire eux-mêmes leurs logements, via le recours à un tiers associé, autorisée et encadrée par le fameux programme national « ville sans bidonvilles » (VSB) lancé en 2004 à grand renfort de fonds publics, soit la bagatelle de 40 milliards de DH ! Au-delà de son aspect factuel, le fait divers de Skhirat renvoie à la figure des responsables concernés, ministre de l'Habitat et autorités locales et élues, le fiasco retentissant de ce méga-dispositif visant à en finir en 2010 de manière définitive avec cet habitat anarchique et insalubre. Une quinzaine d'années plus tard, celui-ci est toujours là, poursuivant sa belle et tranquille prospérité à l'ombre d'une foudroyante complicité. De quoi s'interroger sur les véritables ressorts de la gouvernance défaille de ce programme onéreux et l'absence de détermination des responsabilités face à la prolifération des bidonvilles qui n'a donné jusqu'ici lieu à aucune sanction judiciaire exemplaire... On se rappelle l'aveu d'échec de VSB exprimé en 2022 devant la Chambre des conseillers par la première responsable du secteur, la très effacée ministre PAM de l'Aménagement du territoire et de l'Habitat Fatima Ezzahra El Mansouri. Corroborant les dysfonctionnements en béton relevés par la Cour des comptes dans son rapport 2019-2020 au sujet de VSB, les révélations de Madame la ministre n'ont curieusement donné lieu à aucune action de reddition des comptes. Tout se passe comme si les bidonvilles étaient un business légal et que sa prospérité insolente et envahissante allait de soi... En 2021, le nombre de villes assainies ne dépassait pas une soixantaine sur un total de 85. Au rang des métropoles problématiques figurent Temara, Marrakech, Salé, Guercif, Larache, Skhirat et évidemment Casablanca. A quand un programme de Villes avec bidonvilles (VAB)? Quelque 300.000 familles ont pu jusqu'ici être recasées

alors que 150.000 sont en attente de l'être, selon la ministre de tutelle qui a mis en cause des « mercenaires » de l'habitat insalubre qui au lieu de le combattre en ont fait un business juteux. Une maison de brique et de broc dans un quartier bidonvillois se vend jusqu'à 30.000 DH. Une fortune. Ces mercenaires sont des agents d'autorité irresponsables qui encouragent avec la complicité de certains élus véreux la prolifération dans les zones périphériques des « taudis » que leurs occupants considèrent comme un investissement qui leur fera décrocher tôt ou tard lot viabilisé dans le cadre d'une opération de recasement ou à tout le moins d'un logement social en dur en dispositif de relogement.

C'est ainsi qu'on s'est retrouvé face à un véritable serpent de mer qui a englouti des fonds considérables sans grand résultat. Malgré le recours aux satellites par le ministère de l'Intérieur pour contrôler les zones de prolifération des bidonvilles, force est de constater que les marchands des baraques non réglementaires n'ont peur de rien. L'impunité dans ce domaine de tous les micmacs demeure en béton, dopée par les appétits insatiables des gros bonnets de la promotion immobilière qui ont le bras long.

Sur cette réalité de terrain-là, entre trafic d'influence, interventionnisme et concussion, le gouvernement ne semble pas avoir de prise réelle. Et c'est ce qui signe sans conteste l'échec de la politique d'aménagement du territoire réduite juste à un intitulé creux et sans substance. N'est-ce pas Fatima Ezzahra El Mansouri ? Derrière le fiasco de la résorption des bidonvilles se cache aussi un exode rural qui ne faiblit pas, alimenté par l'incapacité des gouvernements successifs à fixer dans son milieu naturel une partie des jeunes ruraux qui continue à déferler sur les grandes villes en quête de travail et de meilleures conditions de vie. Le ratage de la politique d'aménagement du territoire et de la planification urbaine dans ce pays se manifeste aussi dans l'imprévoyance des pouvoirs publics à faire émerger

très tôt des villes satellites ou tampons dignes de ce nom autour des grandes agglomérations pour accueillir les nouveaux venus dans de bonnes conditions.

Pour survivre, ces derniers, souvent à peine alphabétisés et dépourvus de savoir-faire, envahissent l'espace public des villes en se transformant en grande source de nuisances. Comme on ne trouve pas de job juste en traversant la rue surtout si l'on ne justifie pas d'une formation, ils se rabattent sur les petits boulots et s'improvisent marchands ambulants de tout et n'importe quoi (fruits et légumes sur des charrettes) ou vendeurs à la sauvette de babioles chinoises aux feux rouges et autres carrefours. Profitant du laxisme des autorités, certains vont

**Tout se passe  
comme si les  
bidonvilles  
étaient un  
business  
légal et que  
sa prospérité  
insolente et  
envahissante  
allait de soi...**



## Côté **BASSE-COUR**



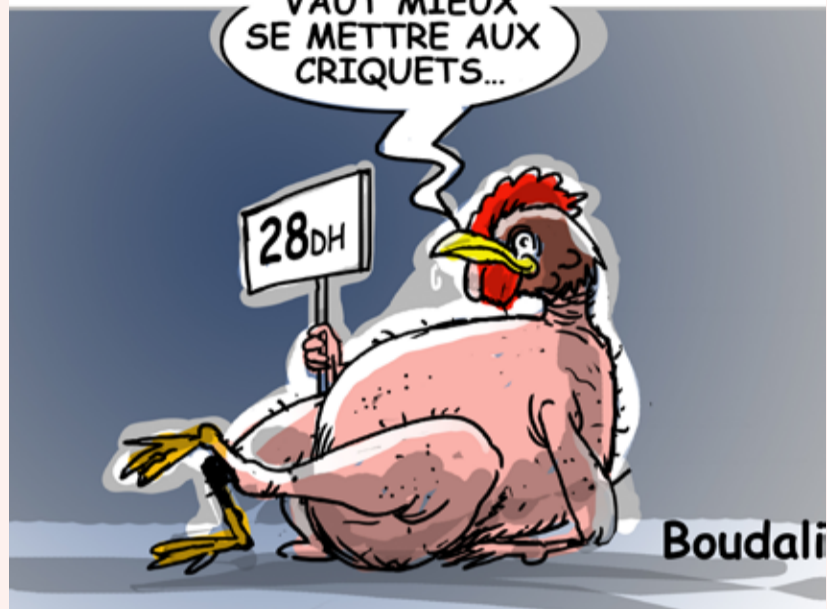
jusqu'à installer leurs « boutiques » carrément sur la voie publique, occasionnant une gêne considérable pour la circulation alors que d'autres sont exploités par des élus malhonnêtes dans des réseaux opaques de gardiennage des voitures, cette fausse activité-pompe à fric, installée par des élus véreux dans toutes les rues et les artères de Casablanca.

Outre le chômage, la promiscuité, l'exclusion et la criminalité sous ses différentes formes y compris le « daechisme », cette migration rurale non maîtrisée s'est accompagnée d'une ruralisation d'une bonne partie de Casablanca dont les décideurs semblent s'accommoder. Il a fallu attendre le début des années 2000, marquées par un boom immobilier sans précédent, pour assister à la naissance pour la première fois du Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT), centré principalement autour de l'édification de villes nouvelles. Objectif : satisfaire la forte demande en logement et décongestionner les grandes villes comme Casablanca, Marrakech et Rabat. Là aussi, le ratage est monumental. Au lieu de faire jaillir de terre des espaces de vie dotés des attributs d'une véritable ville en termes d'équipements et d'infrastructures (écoles, transports, commerces, hôpitaux...), nous avons assisté à l'émergence de cités dortoirs avec comme seule offre des logements économiques.

En plus d'être exigües (entre 50 et 80m2) compte tenu du nombre élevé de ses occupants à très faible revenu ou carrément sans ressources, ces habitations surpeuplées pèchent par la faiblesse de leur qualité technique. Mal conçus, mal insonorisés et mal entretenus avec des malfaçons à la pelle, ces logements sont implantés dans des zones marginalisées, dépourvues de moyens de transport et de nombreuses commodités. Une véritable bombe à retardement social. Cette politique de logement au rabais, source de précarité sociale et d'insécurité, ne fait que perpétuer une dangereuse urbanisation de façade. ▀

**Envolée du prix de la volaille, entre 28 et 30 DH le kilo**

VAUT MIEUX SE METTRE AUX CRIQUETS...



### Inauguration

## Le CHU Mohammed VI de Tanger ouvre ses portes



L'offre de santé dans le nord améliorée.

Cela fait quelques années que les Tangérois et les habitants du nord du pays l'attendaient. Le CHU Mohammed VI de Tanger a été inauguré le vendredi 28 avril par le souverain. Il s'agit d'une structure de santé nouvelle génération conçue et construite selon les normes internationales dans le domaine de la santé. Fort d'une architecture alliant authenticité et modernité, organisé autour de plusieurs pôles et plateaux médicotecniques, l'établissement est doté, au niveau matériel et équipements, des dernières technologies de pointe en matière de soins de santé. Investissement de plus de 2 milliards de DH, le CHU de Tanger permettra de réduire la pression de plus en plus forte sur les structures hospitalières de la zone et les CHU de Rabat et Casablanca.

Le CHU Mohammed VI c'est une superficie de 23 hectares (110.000 m2 couverts), une capacité de 797 lits et une offre qui couvre une panoplie de spécialités : pneumologie, hématologie, endocrinologie, cardiologie, ORL, neurologie, néphrologie, ophtalmo-

logie médecine nucléaire. Sans oublier un pôle « Urgences et Réanimation », un bloc opératoire central composé de 31 salles, un service de chirurgie plastique et de traitement des grands brûlés, des unités de traitement des troubles de sommeil, de greffe de la moelle, de traitement de l'obésité et de réadaptation cardio-vasculaire. Last but not least, le CHU de la ville du détroit dispose en son sein d'un hôpital « Mère et Enfant » (211 lits) comportant un pôle médico-chirurgical et un autre d'Urgences et de Réanimation, un service de pédiatrie et une unité d'assistance médicale à la procréation (AMP) entre autres services. Pour la simplification du parcours hospitalier et fluidifier le système de soins, le CHU a investi dans la dématérialisation de ces processus qui concerne aussi le dossier numérisé du patient.

En plus des soins, le CHU de Tanger assure une mission d'enseignement en partenariat notamment avec la Faculté de médecine et de pharmacie, l'Institut supérieur des professions infirmières et techniques de santé (ISPITS). ▀

### Les viandes blanches hors de prix

## Au secours, ils ont tué la poule aux œufs d'or...



Le poulailler Maroc est en danger...

Produit de large consommation eu égard à leur prix abordable (entre 17 et 18 DH le kilogramme), les viandes blanches ont de nouveau pris l'ascenseur. La ménagère, qui espérait un retour à la normale avec la fin de Ramadan, a dû déchanter. Elle doit désormais déboursier 28 à 30 DH pour un poulet d'un kg. Jamais les prix du poulet vif n'ont atteint un tel niveau au Maroc. Mais qu'est ce qui explique leur envolée sans précédent ? une baisse drastique de la production, selon les professionnels du secteur qui l'attribuent à un désinvestissement accéléré dans l'aviculture nationale. A en croire une source auprès de l'Association nationale des producteurs des viandes de volailles (APV), beaucoup d'éleveurs ont été découragés par le renchérissement des prix des matières premières importées et entrant dans l'alimentation de la volaille qui représente plus de 60% du coût de production. Les prix ont été pratiquement multipliés par deux, passant de 3,25 DH à 5,70 DH le kilo. A ces frais de bec élevés s'ajoutent les autres charges fixes comme le coût de la main d'œuvre et celui du chauffage des poulaillers... Résultat : La profession, dont une bonne partie de volaillers est endettée, n'arrive pas à suivre et préfère quitter une activité de moins en moins rentable. Pour réduire la tension sur les prix, le gouvernement a décidé récemment de supprimer la TVA à l'importation des aliments composés. Mais cette mesure n'a pas vraiment eu l'effet escompté, profitant essentiellement aux gros producteurs. Faute de production nationale suffisante, le Maroc, autrefois grand pays volailler, risque pour nourrir sa population d'intensifier ses importations américaines des chairs blanches autorisées en août 2018. Ils ont tué la poule aux œufs d'or. La ferme Maroc est en danger. Pour la sauver, les pouvoirs publics n'ont d'autre choix que de la subventionner en créant une caisse de compensation pour l'alimentation du bétail et de la volaille. ▀



## Côté **BASSE-COUR**



**Mort d'une supportrice aux abords du stade Mohammed V**

# Le sacre du grand "footoir"

Entre insécurité, désordre et violences, regarder les matchs chauds qu'abrite le stade Mohammed V s'apparente à une montée au front. A vos risques et périls.



**Le stade Mohammed V est un grand point noir pour Casablanca...**

Des incidents ont de nouveau émaillé le match Raja-Ahly, samedi 29 avril. Cette fois-ci, l'affaire a pris une tournure dramatique à cause du décès d'une supportrice lors d'un mouvement de foule. Scandale. Indignation.

Des voix se sont élevées pour réclamer des comptes qui ne seront jamais rendus. Les responsables dans ce pays ont pris l'habitude de faire le dos rond en misant sur l'oubli favorisé de plus en plus par un contexte "infokleenex" où les mauvaises nouvelles en pagaille chassent les faits divers de toutes sortes. Une vidéo largement partagée sur les réseaux sociaux montre la formation d'un goulot d'étranglement devant la porte du stade, avec des dizaines de spectateurs agglutinés à l'entrée là où ces flux étaient supposés être fluides avant leur arrivée à l'entrée. Visiblement, ça a dysfonctionné dans la gestion et l'organisation. De nombreux supporters n'ont pas pu rentrer alors qu'ils étaient en possession de leur billet en bonne et due forme. Visiblement, le stade a fait le plein, voire le trop plein avec des tickets falsifiés, un mal qui ronge certains matchs du championnat. Cette défaillance a créé des bousculades. D'autres images ayant circulé sur les réseaux sociaux montrent des centaines de supporters repoussés au canon à eau à haute pression, dispositif utilisé généralement par les forces de l'ordre sous d'autres cieux pour disperser les manifestants. Au Maroc, cette séquence a quelque chose de choquant puisqu'il s'agit d'un match de football censé être une fête et non une marche de protestation qui risque de dégénérer. Match de foot ou guérilla urbaine ? Le fait que la DGSN déploie à l'occasion des matchs de football un véhicule conçu spécialement pour assurer des missions anti-émeutes en dit long sur les dérives de violences récurrentes dans et souvent à l'extérieur des stades. Les épisodes de violences et les actes de vandalisme à l'occasion des matchs sont récurrents à Casablanca. Ce qui représente un danger permanent pour les riverains qui tremblent à chaque fois qu'ils voient débouler les supporters par milliers dans ce quartier du Maarif. Entre ras-le-bol et terreur, ils vivent plusieurs fois par mois l'enfer au point que certains se claquent chez eux

les jours de ces matchs de tous les dérapages après avoir pris le soin de garer leurs véhicules très loin de la zone à risque pour les protéger des fréquentes entreprises de saccage. Les considérations sécuritaires génèrent également de grosses contraintes de circulation imposées aux automobilistes. Ces derniers doivent faire de grands détours en raison du bouclage par les forces de l'ordre de tout le périmètre autour du stade Mohammed V dès le matin pour une rencontre prévue en début de soirée. Pour des matchs de football, ce déploiement sécuritaire impressionnant avec mobilisation de plusieurs milliers d'hommes en uniforme et plusieurs dizaines de véhicules de maintien de l'ordre sont hors normes. En cause l'emplacement du stade Mohammed V, qui n'est plus adapté aux matchs du championnat professionnel, rattrapé depuis plusieurs années par l'urbanisation qui s'est développée dans l'arrondissement. Il est tout de même curieux que les autorités continuent de s'en accommoder malgré les graves problèmes sécuritaires et les désagréments sérieux que sa situation occasionne pour tout le monde. Y compris pour les membres des forces de l'ordre durement éprouvées par ces matchs à haut risque.

Construit en 1955, le stade Marcel Cerdan, rebaptisé un an après son inauguration « stade d'honneur », devait être transféré dans la périphérie de la métropole, Bouskoura ou Dar Bouazza. Le projet du Grand Stade de Casablanca a même fait l'objet d'une convention-cadre signée en 2008. Enterré pour des raisons jamais expliquées, ce chantier réapparaît en 2018 à Mansouria dans la province de Benslimane, sous le mandat de l'ex-ministre de la Jeunesse et des Sports Rachid Talbi Alami, à l'occasion de la candidature du Maroc à l'organisation du mondial de 2026 remportée par le trio américain. Mais qu'attend donc le tuteur du département du sport, le très sportif Chakib Benmoussa, alors que le Maroc est candidat avec l'Espagne et le Portugal pour l'organisation du mondial 2030, pour déterrer avec force et sportivité ce magnifique projet? Face à un tel projet fantomatique, il préfère être discret de peur de jouer sa réputation ?

## Beurgeois **GENTLEMAN**

### Ça parle plus arabe que gaulois en France (3)

Qui en France sait que le nom de Brigitte BARDOT vient du mot arabe « berdâa », le bât de l'âne, devenu par extension le fruit du croisement du cheval et d'une ânesse ! La Bardot est souvent confondue avec la mule. Contrairement à la mule qui est issue du croisement inverse entre un âne et une jument, la Bardot est stérile à cause d'un nombre impair des chromosomes hérités de ses géniteurs. La Bardot est une extrémiste ultra-droitière, plus



à droite que les Bretons Bolloré et Le Pen réunis. Elle est en procès avec les habitants de l'île de la Réunion qu'elle a insultés dans une lettre adressée au préfet de cette région française : "Cette île qu'ils appellent "l'île du diable" est la seule parmi tous les départements et territoires d'outre-mer français qui continue à se conduire aussi sauvagement avec les animaux", écrit la Bardot. Elle demande au préfet d'agir : "Les autochtones ont gardé leurs gènes de sauvages, mais les lois françaises sont faites pour être respectées et c'est votre fonction de les mettre en application (...). La cruauté envers les animaux, le manque de soin, l'errance animale (...), alors que vous autorisez les fêtes indiennes Tamoul avec décapitations de chèvres et boucs en offrandes à leurs Dieux et dont les abats jetés à la mer attirent les requins... d'où les attaques ! (...) Tout ça a des réminiscences de cannibalisme des siècles passés et devrait être interdit". (...) j'ai honte de cette île, de la sauvagerie qui y règne encore, des risques que prennent les êtres humains qui tentent au péril de leur vie de sauver des chiens, des chats pris pour cible par une population dégénérée encore imprégnée des coutumes ancestrales, des traditions barbares qui sont leurs souches". Tout comme Le Pen, elle serait mourante, en soins intensifs. Des médecins, des infirmiers et des aides-soignantes qui ne sont pas pour la plupart des Gaulois de souche, veillent sur la santé de ces deux monstres. Cet héritage arabe transparaît à travers les termes utilisés de nos jours dans la langue française. Ci-dessous une liste non exhaustive :

Babouche : chaussure. بابوچ Babouje en arabe ; pabuş en turc et پاپوش pāpūš en persan.

Baldaquin : originaire de Bagdad بغدادی baghdadi : Sorte de dais, tenture dressée au-dessus d'un lit.

Banane : بنان (ar) bènène pour un fruit d'origine d'Afrique et d'Amérique de Sud.

Baobab : ابو حباب abou hibabe (père des graines) ; (l'arbre) qui a de nombreuses graines.

Baraka : بركة baraka, mot arabe lui-même venant de l'hébreu ברכה bérakha: bénédiction, chance.

Baraquer : برک brèke : se mettre à genoux, en parlant des chameaux, afin de permettre au cavalier de monter en selle ou d'en descendre.

Barbacane : un tube ou une ouverture verticale étroite réservée dans un mur de soutènement pour permettre l'écoulement des eaux d'infiltration ou réduire la pression d'eau. De l'arabe بربخ barbakh.

Bardot : de l'arabe بردعة bardâa : bât. L'âne bardot est considéré comme animal de bât. Mot arabe venu en Français en passant par l'espagnol albarda. En arabe بردعة bardâa au sens propre est le bât. Le chargement, le bagage, l'équipement encombrant.

Barde : بردعة bardâa : bât. Armure qui protégeait le cheval de combat ; selle rembourrée.

Barkhane : برخان (ar) barkhane : dune isolée.

Baroud : بارود baroude au sens propre c'est la poudre à canon. Devenu combat en français puis « baroud d'honneur », c'est-à-dire un ultime combat pour sauver l'honneur. (À suivre)

**Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web [www.lecanardlibere.com](http://www.lecanardlibere.com)**



## Côté **BASSE-COUR**



### Le souverain fait de l'an amazigh un jour férié

Un communiqué de la Cour royale a annoncé, mercredi 3 mai, que le roi Mohammed VI a décidé que le nouvel an amazigh soit désormais une fête nationale officielle chômée et payée, à l'instar Fatih Moharram de l'année l'hégire et du nouvel an grégorien. Dans ce contexte, ajoute le communiqué, le roi a donné des directives au chef du gouvernement afin de prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre cette décision royale. Selon la même source, "cette décision royale incarne l'attention bienveillante que Sa Majesté, que Dieu le protège, n'a cessé de porter à la langue berbère en tant que composante principale de l'identité marocaine authentique, riche de ses multiples affluents, et un patrimoine commun à tous les Marocains (...)".

### La mort rôde autour du stade Mohamed V...



### Instance anti-corruption

## Un travail enrichissant...



### La dream-team de la lutte contre le bakchich...

par ses très chers membres. Et ils le sont sans conteste : 67.600 DH pour les adjoints du président dont le salaire doit tourner autour de 100.000 DH. Excusez du peu ! Quant aux simples membres, ils doivent se contenter d'une somme forfaitaire d'un montant mensuel de 12.900 DH en guise de leur participation aux sessions du conseil de l'instance (et ce indépendamment du nombre des sessions mensuelles). A ces honoraires s'ajoutent d'autres frais de missions à l'intérieur comme à l'extérieur du Maroc : Un per diem (Indemnité journalière) de 200 DH au titre des frais de déplacement et de 150 DH pour les frais de bouche. Pour les ordres de mission à l'étranger, ces indemnités grimpent respectivement à 400 et 280 DH. Loctroi de tant d'avantages est-il justifié ? Ce qui est certain c'est que ça travaille fort et fin du côté de Bachir Rachdi le président et ses 12 copains de l'INPPLC. L'efficacité qu'ils incarnent dans la prévention et la lutte contre la corruption n'a de cesse de se traduire dans les classements du Maroc dans les rapports de Transparency International. Dans celui de 2022 où il a perdu une place par rapport à l'année d'avant, le pays figure à la 94ème position sur 180 pays recensés avec une note de 38/100. Les éradicateurs du bakchich veillent au grain. Soyons objectifs et apprécions à sa juste valeur leur action enrichissante...

La lutte contre la corruption rapporte gros pour ses supposés chevaliers blancs de l'Instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption (INPPLC). En témoigne le Bulletin Officiel (BO) du 11 avril 2023 fixant les salaires forfaitaires perçus en vertu du décret n° 2.23.149 approuvé en conseil du gouvernement du jeudi 30 mars

### L'Intelligence artificielle invente un nouvel outil effroyable

## Souriez, votre pensée a été décodée !

### Jamil Manar

Une équipe de scientifiques ont inventé quelque chose qui donne froid dans le dos : un décodeur qui, en mobilisant l'imagerie cérébrale et l'intelligence artificielle, arrive à traduire en langage la pensée d'une personne sans qu'elle s'exprime, selon une étude publiée dans la revue Nature Neurosciences. L'objectif affiché de ce décodeur de langage est d'aider des patients ayant perdu l'usage de la parole à communiquer leurs pensées via un ordinateur. Bien qu'à vocation médicale, ce nouveau dispositif soulève toutefois des questions sur l'atteinte à la vie privée mentale, concèdent les auteurs de l'étude. Des questions mais aussi des inquiétudes légitimes quant à un détournement potentiel de son usage à des fins peu catholiques puisque ce décodeur dit « sémantique » a été capable de déchiffrer ce qu'ils pensaient et même ce qui leur passait par la tête en regardant un film du cinéma muet. Imaginez l'intérêt inestimable que ce décodeur de la pensée peut représenter pour les régimes despotiques comme ceux en place en Iran, en Corée du Nord ou en Russie. Grâce à cette découverte qui repose sur le pouvoir GPT, les dictateurs de la planète sont en mesure de lire dans les idées des gens. Les scénarios sont cauchemardesques. Après la mise sous surveillance de la société à la Big Brother devenu aujourd'hui réalité au nom de l'impératif sécuritaire, le décryptage de l'intention humaine est sur la bonne voie. Même les États dits démocratiques peuvent être tentés d'y recourir en le justifiant par la nécessité de déjouer des actes terroristes en lisant avant le passage à l'acte dans les pensées des suspects... Le monde qui se dessine sous nos yeux n'a rien de rassurant



### Les humains vont-ils être remplacés par des robots ?

pour les êtres humains. La Boîte de Pandore est ouverte et des choses effroyables en sortent les unes après les autres. Pris de remords, un cerveau de l'intelligence artificielle (IA), le Canado-Britannique Geoffrey Hinton, a annoncé mardi 2 mai sur le New York Times sa démission de Google pour alerter sur les menaces potentielles de l'IA. Sur les colonnes du quotidien américain, le scientifique avoue sans détours qu'une « part de lui-même regrette l'œuvre de sa vie ». « Je me console avec l'excuse habituelle : si je ne l'avais pas fait, quelqu'un d'autre l'aurait fait », tente de se consoler celui qui estime que « les futures versions de cette innovation pourraient être un risque pour l'humanité ». Selon Geoffrey Hinton, si les intelligences artificielles ne sont « pour le moment » pas plus intelligentes que l'Homme, « elles pourraient bientôt l'être ». Interrogé par la BBC, à l'annonce de son départ, le détenteur du prix Turing a jugé la perspective d'avenir des chatbots « assez effrayante », avertissant qu'ils pourraient être exploités par de « mauvais acteurs », comme des « dirigeants voulant manipuler leur électorat ». Auprès de la chaîne publique britannique, Geoffrey Hinton a également exprimé sa crainte que « les gens normaux ne puissent plus distinguer le vrai du faux » à long terme. On est y est déjà face au flot ininterrompu des fake news et des manipulations de toutes sortes. En quelques mois, la dynamique de l'IA dite « générative », conduite par ChatGPT (texte) et par Midjourney (image) a fait voler en éclats bien des certitudes. Les mises en garde du chercheur entrent en résonance avec la pétition, réclamant « une pause » de six mois pour tous les programmes d'IA, signée fin mars par de grands noms de la Tech comme Elon Musk de Twitter et Steve Wozniak, cofondateur d'Apple. Les signataires de cette pétition font état d'« un risque profond pour la société et pour l'humanité ». Celle-ci n'a d'avenir que robotisée ?



## Le Maigret du CANARD



### Syndic judiciaire

# Une profession en mal de redressement

La procédure de redressement des entreprises en difficulté souffre d'un grand obstacle : l'amateurisme qui caractérise la fonction du syndic judiciaire, pourtant pièce-maîtresse du dispositif. Explications.

**Saliha Toumi**

Adoptée en 2018, la loi 73.17 portant réforme du livre V du code de commerce relatif aux entreprises en difficulté demeure un chantier superbement inachevé. La raison ? la non-adoption jusqu'à ce jour du décret d'application d'un maillon essentiel de ce dispositif juridique qui marque une rupture nette dans le traitement légal du défaut de paiement : le syndic judiciaire. Ce décret (article 673) est très attendu par le monde des affaires car devant préciser « les aptitudes nécessaires à l'exercice des missions du syndic et [ses] honoraires » dans des conditions professionnelles convenables. Mais le ministère de la Justice continue bizarrement de traîner des pieds. L'absence de ce texte réglementaire est pour le moins incompréhensible en raison du rôle clé du syndic dans le processus de sauvetage de l'entreprise en difficulté que ce soit lors de la procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire. Nommé par le tribunal de commerce et placé sous la tutelle du juge-commissaire, le syndic judi-

ciaire est la pierre angulaire autour duquel s'articule le travail de réorganisation des entreprises en difficulté. C'est lui qui prépare avec le chef d'entreprise pendant la période d'observation le plan de continuité de l'activité, veille à la vérification des créances tout en suivant de près les états de synthèse de la société, ainsi que les indicateurs de performance financière. Objectif: pouvoir se prononcer en ayant tous les éléments en main sur la capacité ou non de l'entreprise à reprendre son activité sur de nouvelles bases, à sauvegarder les emplois et à payer ses créanciers. A cet effet, le syndic rend compte au juge-commissaire en rédigeant un rapport tous les quatre mois sur les actions menées dans le cadre de la procédure de sauvegarde ou de redressement. L'objectif étant de tout tenter, selon les termes de la loi, pour éviter à l'entreprise de finir en liquidation judiciaire qui signifie destruction des emplois et perte des créances.

Autrement dit, la profession de syndic judiciaire requiert des compétences particulières, autant financières que juridiques, pour pouvoir mener à bien les missions qui lui



**Abdellatif Ouahbi, ministre de la Justice.**

sont confiées. En d'autres termes, le syndic doit être assez outillé pour bien communiquer avec le juge et comprendre tous les enjeux liés à l'activité de l'entreprise et l'environnement économique où elle évolue en termes de concurrence et d'évolution du marché...

sente une véritable priorité. Non attrayante aux yeux des experts-comptables qui possèdent les compétences nécessaires pour la mener dans les règles de l'art, la profession est exercée essentiellement par des fonctionnaires de la justice qui ne disposent pas d'une formation économique pointue pour ce genre de mission. Pour le cas de la Samir, le tribunal de commerce de Casablanca a désigné un fonctionnaire au secrétariat greffe du nom de Abdelkebir Safadi après la révocation de l'expert-comptable Mohamed El Krimi. Dans un pays où les défaillances d'entreprises se multiplient, dopées par une crise multiforme, l'adoption du décret sur les syndics judiciaires est plus qu'une nécessité, un acte de salut économique et social. «Un syndic judiciaire compétent et motivé s'investit mieux dans le processus de sauvetage des entreprises en difficulté en œuvrant pour dénicher de nouveaux investisseurs», explique une source proche du dossier. Un syndic de faillite ou de relance ? Il faut choisir. ▀

### Rémunération

Comme la fonction n'est pas toujours régie par un cadre professionnel clair qui définit les attributions du syndic et les barèmes de rémunération, elle pâtit d'un certain nombre de dysfonctionnements. Le traitement des dossiers des entreprises en difficulté se fait en audience publique et ce à l'encontre du principe de confidentialité de leurs données financières. Côté honoraires, ce n'est guère motivant puisque c'est le juge commissaire qui décide de leur montant qui reste dérisoire par rapport à l'importance de la charge de travail qui peut durer jusqu'à quatre bonnes années. De quoi se demander si le sauvetage d'une entreprise défaillante repré-

**Le Siam s'attend à battre de nouveaux records d'affluence ....**

TU NE COMPTES PAS ALLER AU SIAM ?

POURQUOI ? ILS VONT Y OFFRIR DES MOUTONS DE L'AÏD ?





**CERIPP & INSTITUT MONTPENSIER**

organisent en partenariat avec

**La Fondation Hanns-Seidel et l'Université Cadi Ayyad de Marrakech**

**Un colloque international sur le thème :**



**GOUVERNANCE ET DÉMOCRATIE :  
QUELLES RECONFIGURATIONS À  
L'ÈRE DU NUMÉRIQUE ET DE L'IA ?**

**4-5-6 mai 2023- Hôtel Adam Park - Marrakech**



## Le Maigret du CANARD



**Ouzzine, Benkirane et Benabdallah**

# Les nouvelles farces de l'opposition...

Avec ces trois politiciens retors, la fameuse expression "demain on rase gratis" serait en grande promotion dans tous les rayons de leur boutique politique. Le populisme en fête...

### Ahmed Zoubair

Imaginez que les manettes du pouvoir sont aujourd'hui entre les mains de l'opposition incarnée aujourd'hui par les chefs du MP, PJD et PPS, respectivement Mohamed Ouzzine, Abdelilah Benkirane et Nabil Benabdallah, qu'est-ce qu'ils auraient bien pu servir à un pays rongé par l'inflation jusqu'à la moelle, menacé jusqu'à plus soif par le stress hydrique, cerise de Sefrou sur la Ghriba Bahla? Avec ces trois politiciens madrés, la fameuse expression "demain on rase gratis" serait en grande promotion.

Commençons par Mohamed Ouzzine qui n'a de cesse de rentrer dans la petite histoire par la grande porte. D'abord comme ministre de la Jeunesse et des Sports. Son nom est durablement associé aux raquettes géantes déployées pour dessécher la pelouse du complexe Moulay Abdellah de Rabat inondée par des averses. C'était en décembre 2016 en plein match du Mondialito opposant Cruz Azul (Mexique) et Sydney Wanderers (Australie). Les images de la honte, retransmises en direct par de nombreuses chaînes de télé, ont fait le tour du monde et Mohamed Ouzzine ses cartons... Ensuite comme secrétaire général du MP en étant le premier leader sous le mandat duquel un ex-ministre, Mohamed Moubdie, se fait expédier à l'ombre pour



Les trois ont déjà été au pouvoir sans marquer positivement l'imaginaire populaire...

des faits de concussion, corruption et prévarication. Les grands leaders politiques injectent du sang neuf et de l'espoir dans les veines de leurs formations. Adeptes du pédantisme creux, Mohamed Ouzzine

a introduit, lui, la grande peur dans la maison harakie. Les ex-ministres, avec la casquette de président de commune bien vissée sur la tête de l'emploi, dont il fait partie, doivent sursauter au moindre coup fort à la porte...

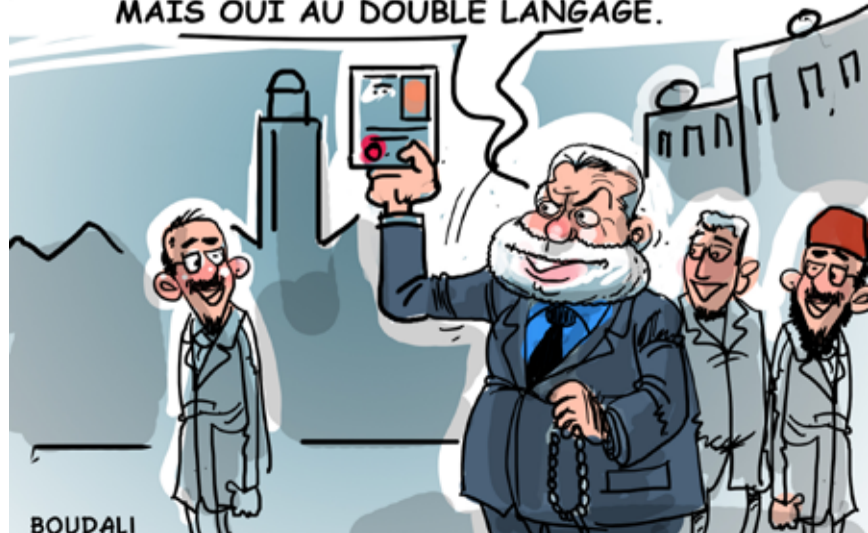
l'idée n'emballe pas grand-monde. Il faut vite désigner des volontaires et les remplaçants potentiels parmi Benkirane et ses ouailles. Avec le PJD, les ministres sont à défaut d'être des lumières de la gouvernance certifiés 100 % absinthe, bkhour et odeurs du bled. Le dernier est Nabil Benabdallah, bien parti pour hériter de la chefferie à vie du PPS. Côté rhétorique, il faut lui reconnaître des qualités indéniables qui le distinguent dans un paysage partisan morne, monotone pour ne pas dire mourant. Le patron du PPS a fait le buzz en plein ramadan avec son réquisitoire écrit sur le problème de l'inflation et de l'érosion du pouvoir d'achat.

Sans plus. Chapitre force de proposition, le registre est dégarni. Mais ce n'est pas en ruant juste dans les brancards qu'il peut retrouver le chemin du temple gouvernemental même si certains au sein du PPS et même de l'USFP commencent à y croire. Ces optimistes pensent mordicus que les forces de gauche dont ils se réclament sont les seules, bien enfoncés dans leur fauteils ministériels, à absorber la révolte populaire qui monte crescendo face à la vie chère. L'inflation fournit des raisons d'espérer et d'améliorer leurs conditions misérables d'opposants pour Lachgar et Benabdallah... ▶

### Le PJD veut interdire la ministrabilité aux binationaux

#### LE NOUVEAU SLOGAN DES ISLAMISTES

NON À LA DOUBLE NATIONALITÉ  
MAIS OUI AU DOUBLE LANGAGE.



BOUDALI

### Chefferie

Le deuxième leader, Abdelilah Benkirane, est un faux retraité politique à 70.000 balles dont les Marocains ont eu tout loisir de piger le style de gouverner, mélange de gouaille, de baratin et d'impertinence. Petite devinette : Quelle est la différence entre Benkirane et le pipeau ? Aucune. L'un et l'autre c'est du vent et une mélodie trompeuse pour duper le peuple des naïfs... Voilà le PJD déboussolé qu'il dirige de nouveau, gratifie notre royaume millénaire d'une proposition de loi qui, une fois n'est pas coutume, n'a rien d'obscur comme peut l'être l'idéologie islamiste. Objectif proclamé : interdire aux binationaux, qui s'infiltrèrent dans l'exécutif, l'accès à la ministrabilité. Tout à leur patriotisme chevillé à la barbe, les auteurs de ce texte donnent aux ministres actuels un délai de 30 jours pour régulariser leur situation. Renoncer à leur nationalité étrangère ou au strapontin ministériel ? Visiblement,



Les cahiers  
**du Canard Libéré**

Edition spéciale


Directeur de la publication Abdellah Chankou

## OCP au cœur des enjeux de la sécurité alimentaire



Du Plan  
Maroc Vert à  
**«GÉNÉRATION  
GREEN»**

# LES DÉFIS DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE



*Fruit d'une vision royale  
ambitieuse, le programme  
«Génération Green» a pris le relais  
du Plan Maroc Vert pour faire  
émerger une classe moyenne dans  
le monde rural.*

EDITO

Par Jamil  
Manar

# La souveraineté alimentaire se cultive...

**L'**enchaînement des crises (sanitaire, financière, climatique, géopolitique, alimentaire) qui ont toutes un soubassement moral a provoqué chez les pays en voie de développement une prise de conscience quant à l'importance de construire leur propre souveraineté. A part quelques cas anciens de confiscation de souveraineté (la Palestine occupée) et récents (l'invasion de l'Ukraine), celle-ci a de moins en moins une connotation territoriale dans un contexte mondialisé régi par de nouveaux paradigmes sur fond de nouvelles alliances. La crise du Covid et ses multiples conséquences à la fois économiques et sociales ont révélé l'extrême fragilité du Maroc en raison de sa dépendance aux produits fabriqués ailleurs, notamment en Chine. Du coup, le concept de souveraineté fait irruption dans le discours politique avec des plaidoyers pour bâtir une souveraineté nationale dans des secteurs aussi stratégiques que la santé, l'industrie, l'énergie et l'alimentation.

***Sans conteste, le grand défi du pays réside dans la maîtrise de l'eau et de ses usages dans le cadre d'une justice hydrique qui passe par une bonne répartition de cette ressource vitale.***

mentation. Vaste programme. Dans ce dernier domaine vital, l'autosuffisance pour nourrir des bouches en pleine croissance est sur la table depuis plusieurs années. A cet égard, le Maroc a réussi à relever ce défi grâce notamment à la politique visionnaire des barrages déployée par feu Hassan II pour l'irrigation d'un million de hectares à l'horizon 2000 et poursuivie par le roi Mohammed VI. Or, cette politique de mobilisation de l'eau est en train de montrer ses limites en raison du changement climatique qui commence à faire souffrir l'agriculture nationale en raison de la rareté des précipitations et du stress hydrique qui en découle. Ce phénomène peut ruiner des cultures entières et menacer par conséquent la souveraineté alimentaire.

Pour combler le déficit en eau potable et d'irrigation, le Maroc s'est lancé avec un peu de retard dans la technologie de dessalement d'eau de mer réputée pour ses inconvénients écologiques. Ce procédé peut résoudre le problème de l'agriculture capitaliste tournée vers l'export qui a toujours bénéficié

du soutien de l'État, mais quid des micro-exploitations des régions pluviales (non irriguées) traditionnellement marginalisées par les pouvoirs publics ? Quelle solution pour ce Maroc-là qui pratique des cultures de subsistance ? Force est de constater qu'il continue à être livré à ses problèmes de survie en restant absent des politiques publiques. Le programme Generation Green 2020-2030, qui s'est assigné comme mission de faire émerger une classe moyenne agricole dans le monde rural, réussira-t-il à moderniser la petite paysannerie en la tirant vers le haut ?

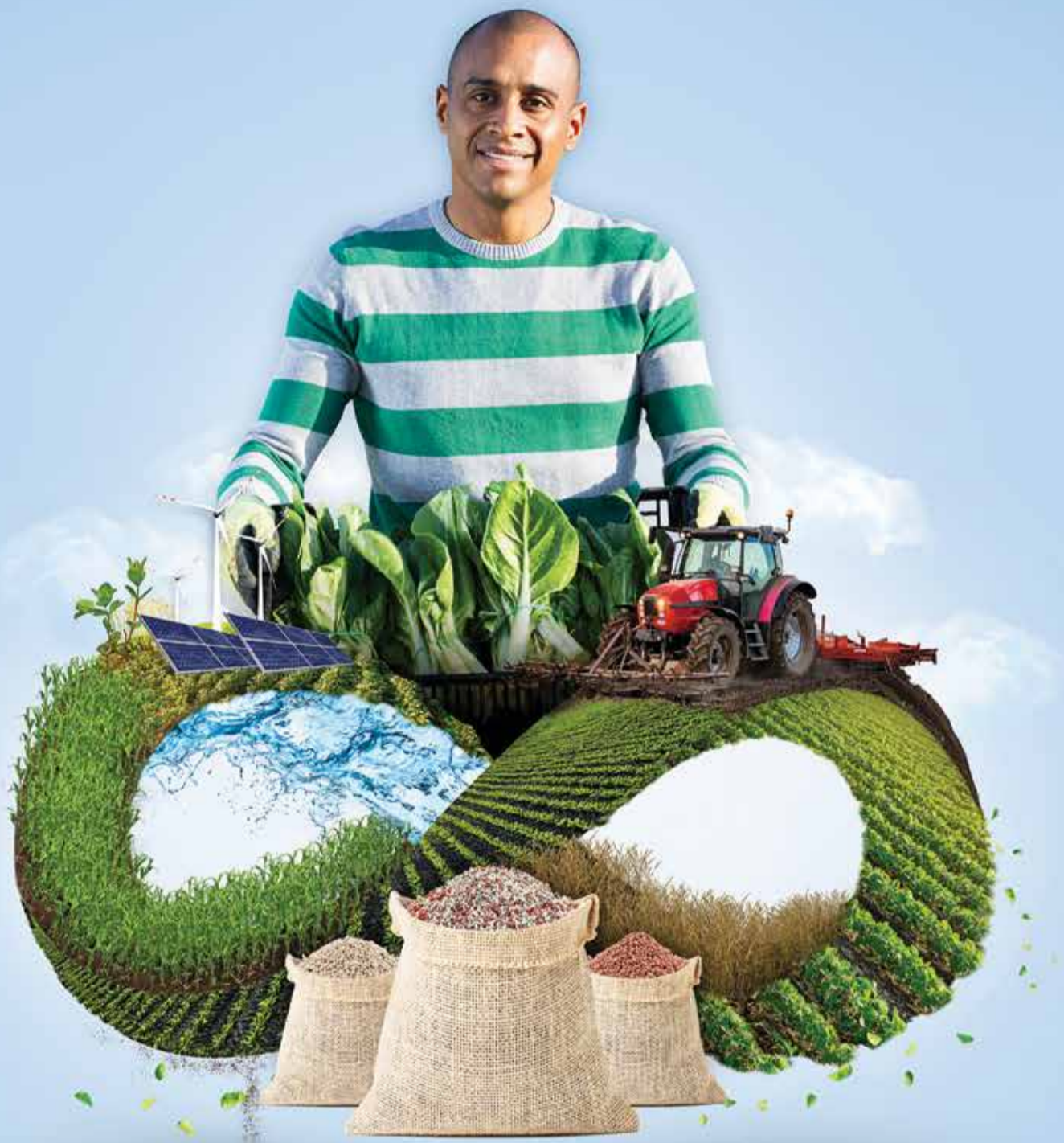
Sans conteste, le grand défi du pays réside dans la maîtrise de l'eau et de ses usages dans le cadre d'une justice hydrique qui passe par une bonne répartition de cette ressource vitale.

En attendant une politique de la gouvernance de l'eau, il n'est pas inutile de rappeler que la souveraineté alimentaire serait un concept vain sans sécurisation des réserves en eau et leur rationalisation. Sans oublier pour autant que l'indépendance dans ce domaine vital se cultive aussi avec des filières de variétés de semences locales qu'il faut promouvoir et préserver face à la toute-puissance des multinationales étrangères et du danger de la standardisation de l'horticulture. Des céréales plus résistantes à la sécheresse n'ont-elles pas été développées récemment au Maroc ? Issues de grains ancestraux conservés dans la banque de gènes du Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA) à Rabat, ces nouvelles variétés ne résistent pas seulement à la chaleur mais offrent également un meilleur rendement et des qualités nutritionnelles remarquables tout en contribuant à la biodiversité végétale.

En clair, la souveraineté alimentaire est intimement liée à une véritable politique de recherche et développement qui reste le parent pauvre de l'agriculture et bien d'autres secteurs. « La souveraineté alimentaire est le droit de chaque pays de maintenir et de développer sa propre capacité à produire son alimentation, facteur essentiel de la sécurité alimentaire au niveau national et communautaire, tout en respectant la diversité culturelle et agricole ».

C'est la définition qui a été donnée à la souveraineté alimentaire par la Via Campesina (mouvement paysan international) lors du Sommet mondial de l'alimentation organisé à Rome en 1996. Or, l'inflation galopante qui frappe au-delà du raisonnable le prix des produits alimentaires a mis en lumière la vulnérabilité du système agricole national soumis à une série de facteurs externes et d'aléas internes. L'enjeu n'est pas seulement de produire plus pour nourrir des bouches dont le nombre augmente perpétuellement mais de continuer à le faire à des prix raisonnables sans aucune hypothèque sur la paix sociale. Pour cela, il faut de l'imagination et du bon sens au pouvoir. ●

# CULTIVER L'AVENIR



Le Groupe OCP, partenaire historique de l'agriculture, poursuit son engagement en faveur d'un secteur agricole durable et responsable. OCP développe une approche de fertilisation raisonnée répondant aux besoins des agriculteurs et visant l'amélioration et la protection de la santé des sols afin de favoriser la résilience alimentaire tout en permettant de lutter contre le changement climatique.

SPONSOR OFFICIEL



SALON INTERNATIONAL DE  
L'AGRICULTURE AU MAROC



**OCP**

## Ahmed Zoubair

**L**a mise en œuvre du «Plan Maroc Vert» (PMV) en 2008, sous la houlette de Aziz Akhannouch, a jeté les jalons du développement du secteur agricole dans ses différentes composantes. Ces filières, mises sur les bons rails au prix d'efforts publics soutenus, se sont professionnalisées en captant des investissements assez conséquents. C'est naturellement qu'une nouvelle stratégie a été pensée dans le cadre de la continuité du Plan Maroc Vert (PMV) qui a atteint ses promesses : «Génération Verte 2020-2030» ou «Green Generation 2020-2030», qui incarne une nouvelle vision royale, lancée le 13 février 2020 par le souverain dans la province de Chtouka Aït Baha.

Le PMV était basé principalement sur le développement des filières de production, la mécanisation du secteur agricole et l'organisation des professionnels. Il est également axé sur l'augmentation des taux de couverture des besoins alimentaires, l'augmentation de la production agricole brute, le soutien des exportations agricoles, ainsi que l'augmentation du volume des investissements. Le nouveau plan « Génération verte » est, lui, plutôt orienté vers la réhabilitation de l'agriculteur et l'amélioration de son statut social et économique.

«Génération Green 2020-2030» est fondée sur deux piliers essentiels. Le premier, selon ses concepteurs, est la valorisation de l'élément humain. Une opération qui passe par l'émergence d'une nouvelle génération de classe moyenne agricole (350.000 à 400.000 ménages), et la naissance d'une nouvelle génération de jeunes entrepreneurs, via



Se donner les moyens pour nourrir sa population à des prix raisonnables...

## Du Plan Maroc Vert à «GÉNÉRATION GREEN»

# LES DÉFIS DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

**Fruit d'une vision royale ambitieuse, le programme «Génération Green» a pris le relais du Plan Maroc Vert pour faire émerger une classe moyenne dans le monde rural.**

la mobilisation et la valorisation d'un million d'hectares de terres collectives et la création de 350.000 postes d'emploi au profit de la jeunesse rurale.

Le second fondement de

cette nouvelle stratégie a trait à la poursuite de la dynamique de développement du secteur, en favorisant le développement humain et social. Pour cela, la nouvelle vision prévoit

la consolidation des filières agricoles, en vue du doublement des exportations (50 à 60 milliards de DH) et du PIB-agricole (200 à 250 milliards de DH) à l'horizon 2030, l'amélioration des

circuits de distribution et de commercialisation des produits agricoles à travers la modernisation de 12 marchés de gros et des marchés traditionnels. Pour atteindre les objectifs escomptés, il faudra opérer une augmentation annuelle du budget du secteur agricole de près de 2,5 % et ce depuis 2020. En somme, «Génération Green 2020-2030» vise à développer une nouvelle génération d'organisations agricoles et une nouvelle génération de mécanismes d'accompagnement.

Le financement déjà acté et activé par le gouvernement et intégré aux fonds européens a été dirigé vers différents acteurs de l'industrie agricole et alimentaire, des coopératives aux petites et moyennes entreprises en passant par les grandes entreprises.

La stratégie «Green Generation», bénéficie en effet de moyens logistiques et financiers conséquents mobilisés par l'État mais aussi de l'appui de l'Union européenne (UE) qui lui a alloué une enveloppe de 200 millions d'euros (y compris



***CREDIT AGRICOLE DU MAROC  
PARTENAIRE OFFICIEL  
DU SALON INTERNATIONAL  
DE L'AGRICULTURE AU MAROC***



**CREDIT  
AGRICOLE  
DU MAROC**

 [www.creditagricole.ma](http://www.creditagricole.ma)

 [creditagricoledumaroc](https://www.facebook.com/creditagricoledumaroc)

 [creditagricolemaroc](https://www.instagram.com/creditagricolemaroc)

le PMV). Selon Tariq Sijil-massi, alors président du Groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM), le soutien de l'UE est un premier pas vers la création d'un partenariat solide et durable entre le GCAM et la Banque européenne d'investissement, au profit du monde rural et agricole. Objectif principal : augmenter le taux d'emploi de la population et le soutien du pouvoir d'achat des familles ainsi que l'augmentation des exportations et du PIB agricole.

Les artisans de «Green Generation 2020-2030» tablent effectivement sur la création d'environ 350 000 emplois dans l'agriculture, la pêche et autres domaines connexes, principalement au profit des jeunes, ainsi que sur la hausse du volume des exportations agricoles à 6,4 milliards de dollars et le produit intérieur brut (PIB) agricole à 26,5 milliards de dollars d'ici 2030.

augmentation était attendue pour la saison 2020-21, qui pourrait atteindre jusqu'à 10%. A cet égard, selon le ministère de l'Agriculture, les exportations du secteur des produits alimentaires agricoles ont enregistré de bonnes performances durant la saison 2021-2022, malgré un contexte international difficile.

Le ministère indique que la valeur des exportations des produits alimentaires agricoles a atteint 68,4 milliards de DH en 2021, en croissance de 9% par rapport à 2020. Dans le détail, pour la campagne 2021-2022 (du 1er septembre 2021 à fin février 2022), les exportations des produits maraîchers ont enregistré un volume de 773.000 tonnes, en augmentation de 18% par rapport à la même période de la campagne 2020-2021.

S'agissant des agrumes, les exportations ont augmenté de 37% à fin février,

en 2020, soit une hausse de 20%», souligne la même source, ajoutant que cette tendance à la hausse est maintenue durant le début de 2022, avec un taux de croissance à fin février dernier, de 11% en volume et 43% en valeur par rapport à la même période de 2021.

## Un dispositif de soutien inédit en faveur des entrepreneurs ruraux et citadins

Dar Al Moustatmir Al Qaraoui est le dispositif de financement et d'accompagnement agricole mis à la disposition des jeunes entrepreneurs en milieu rural et urbain. Conçu et lancé par le

que l'aspect non financier lié à l'expertise et à la formation.

Conçus sous forme de Packs portant l'appellation «CAM-Génération Green », ils sont déclinés selon chaque cible visée par la nouvelle stratégie agricole.

2 premiers packs ont ainsi été élaborés :

- CAM-Génération Green Jeunes : destiné aux jeunes agriculteurs ainsi qu'à la jeune entreprise rurale de services à l'agriculture, il vise à accompagner tout porteur d'un projet viable dans le cadre d'une première installation ou d'une reconversion.

- CAM-Génération Green Melkisation : bénéficiant aux ayants droit des terres collectives à titre individuel (personnes physiques) ou en groupement agricole (personne morale), ce pack leur permet de réaliser des projets de modernisation des activités et pratiques agricoles.

Ces packs sont intégrés dans le cadre du programme «Al Moustatmir Al Qaraoui» et bénéficient des mêmes conditions le caractérisant, notamment les taux d'intérêt à 1,75 % HT.

Ces offres spécifiques et packagées intègrent les composantes suivantes : crédit bancaire, subventions FDA classiques, incitations financières spécifiques du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, appui technique, expertise et accompagnement non financier.

Pleinement inscrit dans la dynamique nationale de soutien à l'entreprenariat des jeunes, le GCAM a développé une série de mécanismes d'accompagnement dédiés aux entrepreneurs ruraux : création du Centre TPE, conception de produits de financement spécifiques (CAM-GG Jeunes, CAM-GG Melkisation), mobilisation en faveur de l'opérationnalisation du programme Intelaka, notamment dans son volet afférent au monde rural « Al Moustatmir Al Qaraoui ».

Le réseau de Al Moustatmir

Al Qaraoui, qui accompagne autant les projets à vocation agricole que les projets non agricoles en milieu rural ou les projets urbains ainsi que les Startups innovantes, sera déployé dans l'immédiat dans treize centres : Ksar El Kebir, El Hajeb, Berkane, Khemisset, Benslimane, Rabat, Fkih Bensalah, Kelaït Essraghna, Errachidia, Taroudant, Guelmim, Dakhla et Laâyoune

15 autres localités seront déployées dans une seconde phase pour une couverture territoriale plus étendue.

Dar Al Moustatmir Al Qaraoui répond ainsi aux orientations stratégiques de Génération Green et du Nouveau Modèle de Développement avec l'objectif de contribuer activement à la création, la formation et l'accompagnement des TPE rurales et vient acter et confirmer le programme de collaboration étroite entre le GCAM et le Département de l'Agriculture pour l'assistance, l'encadrement, le soutien, la formation et l'accompagnement technique des porteurs de projets et entrepreneurs du monde rural.

Sont éligibles au programme Al Moustatmir Al Qaraoui les entreprises de moins de 5 ans ainsi que les TPE existantes apportant un élément nouveau de nature à générer de la valeur ajoutée tel que des projets de modernisation, de reconversion vers des cultures à forte valeur ajoutée, projets innovants ... Côté digitalisation, le GCAM a mis en place une panoplie de produits innovants pour faciliter l'accès aux services bancaires à l'ensemble des populations, notamment dans le milieu rural où l'importance et l'impact des services digitaux se font ressentir de façon plus accrue. Il s'agit entre autres de Imtiazat-e, première application bancaire gratuite dédiée aux agriculteurs au Maroc. ●



Le secteur agricole contribue à 19 % du produit intérieur brut du Maroc, dont 15% proviennent de l'agriculture et 4 % de l'industrie.

## Croissance

Selon les données fournies par le ministère de l'Agriculture, de la Pêche, du Développement rural, des Eaux et Forêts, une augmentation de 8% des exportations de produits agroalimentaires avait déjà été enregistrée en 2019, par rapport à l'année précédente. Une nouvelle

pour passer d'un volume de l'ordre de 412.000 tonnes durant la campagne 2020-2021 à 566.000 tonnes durant la campagne 2021-2022.

En ce qui est de la filière sucrière, « Les exportations des produits agricoles transformés (hors sucre et ses préparations) ont atteint un volume de 525.000 tonnes en 2021, soit une croissance de 14% par rapport à 2020. En termes de valeur, les exportations de ce secteur ont atteint environ 11,9 milliards de DH en 2021 contre environ 9,9 milliards de DH

Groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM), lundi 6 décembre 2021 à Rabat, il vise à aider la population-cible à concrétiser ses projets sur le terrain en bénéficiant d'un financement adapté et d'une expertise réelle.

En somme, tout ce dont a besoin un jeune porteur de projet depuis le montage jusqu'au lancement de son investissement pour maximiser les chances de sa réussite.

Ce dispositif complet d'accompagnement englobe aussi bien le volet financier

## Agriculture **Le Maroc et le Royaume-Uni fertilisent leur champ de coopération**

**Depuis son retrait de l'Union européenne en 2020, le Royaume-Uni est devenu un partenaire commercial essentiel pour le Maroc notamment dans le secteur agricole.**

**Ahmed Zoubair**

**L**e choix de l'invité d'honneur par les organisateurs de la 15<sup>ème</sup> édition du SIAM s'est porté sur le Royaume-Uni. Sur un stand de 402 m<sup>2</sup>, ce pays a mobilisé une équipe de 60 experts et 30 entreprises exposantes, spécialisées dans des secteurs aussi divers que la durabilité, le machinisme, la recherche, l'ingénierie, le commerce & logistique et l'AgriTech.

Le choix du Royaume-Uni est loin d'être fortuit, ce pays étant lié au Maroc par un accord d'association signé en 2019 dans la foulée de son retrait de l'Union européenne, communément désigné sous le nom de Brexit. Dès lors, les échanges commerciaux entre les deux parties, qui ont célébré en novembre 2013 le 800<sup>ème</sup> anniversaire de leurs relations diplomatiques, enregistrent une progression remarquable, passant de 15,3 milliards de DH (MMDH) en 2019 à 22,9 MMDH en 2022. Éducation, énergie verte, sécurité et défense... Le Brexit a donné un grand coup de fouet à la coopération bilatérale servie par des relations d'amitié séculaire unissant les familles des deux monarchies, britannique et marocaine. Mais c'est dans le domaine agricole que les deux pays ont obtenu des résultats prometteurs. En effet, les exportations des fruits et légumes du Maroc vers le Royaume-Uni ont bondi de 15% entre 2021 et 2022, pour atteindre 400 millions d'euros. Avec un statut de reine pour la tomate qui s'est taillée 45% des exportations. En matière agricole, la balance commerciale est largement excédentaire en faveur du Maroc qui importe du Royaume-Uni essentiellement du machinisme agricole, en plus de semences de pommes de terre, la levure, l'orge et quelques ingrédients à usage agro-industriel. La politique agricole « post-Brexit » du Royaume-Uni avait suscité au début une certaine inquiétude chez les opérateurs agricoles, confrontés au plus grand bouleversement qu'ait connu leur secteur en cinquante ans. Le ministère de l'environnement et de l'agriculture, Defra (pour Department for Environment, Food and Rural Affairs), a précisé ses « ambitions climatiques et environne-

mentales » pour le système de subventions censé remplacer la politique agricole commune (PAC) très progressivement à partir de 2022 (mais définitivement à partir de 2024).

### Nouvelle politique

Ce système consiste en trois schémas d'aides : une aide à la « reconstitution des espaces naturels locaux », pour replanter massivement des arbres, restaurer les zones humides et les tourbières; une aide à la « restauration du paysage » pour soutenir les agriculteurs et propriétaires terriens prêts à des actions à large échelle de restauration des écosystèmes; enfin l'aide à « l'agriculture durable », doit soutenir les exploitations réduisant l'usage des pesticides, améliorant la biodiversité ou séquestrant leurs émissions de dioxyde de carbone.

L'objectif est d'en finir avec les subventions directes de la PAC (4 milliards d'euros par an) indexées sur les surfaces exploitées et accusées de favoriser l'agriculture intensive. Désormais, les fonds publics (environ 2,3 milliards de livres sterling annuels) n'iront plus qu'à l'entretien et à l'amélioration de « biens publics » (cours d'eau, espaces forestiers, haies, etc.). « L'agriculture en Angleterre va s'éloigner du système basé sur les surfaces et de la bureaucratie ayant caractérisé l'appartenance à l'UE. Place à des

schémas reconnaissant enfin les efforts des exploitants, les vrais gardiens de notre environnement ». Pour plusieurs ONG environnementales, le Brexit offre l'occasion de réviser les critères d'octroi des subventions aux agriculteurs. Dans ce cadre, Greenpeace a proposé de préserver les fonds pour l'agriculture et la faune mais en s'assurant que « l'argent est lié à la protection de l'environnement ». Or, la transition vers une agriculture écologique devrait être d'autant plus compliquée pour les éleveurs engagés de longue date dans des modèles intensifs. En quittant l'Union européenne (UE), les quatre nations britanniques ont en effet retrouvé toute latitude pour développer leur propre politique agricole. Or, celle choisie par l'Angleterre devrait être largement plus favorable à l'environnement que la Politique agricole commune (PAC).

Pendant plus de quarante ans, le système européen a en effet financé les fermiers anglais en fonction de la superficie de leur exploitation, encourageant ainsi la pratique d'une agriculture intensive. Deux ans après le vote du Brexit, Londres a choisi d'y mettre un terme et a opté pour une nouvelle politique.

Si l'agriculture pèse peu dans l'économie du pays (0,7%), elle emploie 475 000 travailleurs directs. Selon le NFU, National Farmer's Union of England and Wales, le syndicat représentant les agriculteurs, le secteur embauche au moins 7% de travailleurs étrangers, essentiellement des saisonniers venus des pays de l'Est. ●



**Simon Martin, ambassadeur du Royaume-Uni au Maroc.**

**Propos recueillis par  
Saliha Toumi**

## **Mohammed Sadiki : « La souveraineté alimentaire est la pierre angulaire de la stratégie agricole nationale »**

***Ce qui distingue Mohamed Sadiki, 66 ans, c'est sa connaissance approfondie du secteur agricole national, de ses enjeux et de ses contraintes dont il est à la fois le témoin et l'acteur privilégié de toutes les phases de développement au cours des 20 dernières années. Ingénieur d'Etat en agronomie, titulaire d'un Doctorat d'Etat ès sciences agronomiques et d'un PhD de l'Université du Minnesota (USA), ce natif de Berkane dont il est également député sous la bannière du RNI commence sa carrière en 1984 comme enseignant-chercheur à l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan dont il devient en 2005 directeur de la Recherche Scientifique et de la Formation doctorale avant d'en prendre les rênes en 2009. C'est fort de son bagage académique de valeur dans le secteur agricole et de son expérience non négligeable dans le domaine de l'enseignement des métiers de la terre que cet homme discret et efficace au travail sera promu au poste de secrétaire général du ministère de l'Agriculture. Aziz Akhannouch, nommé en 2007 ministre de ce département, fait appel à cette compétence pour accompagner sur le plan administratif et réglementaire le lancement des jalons du Plan Maroc Vert. Son mentor nommé chef du gouvernement en octobre 2021, c'est naturellement qu'il le propose pour lui succéder à la tête du ministère le plus stratégique du gouvernement.***

**Le Canard Libéré : Après trois années d'absence pour cause de pandémie, le Salon international d'agriculture de Meknès (SIAM) est de retour pour une édition encore plus rayonnante. Quel est l'apport de ce rendez-vous incontournable des professionnels du secteur à l'agriculture nationale ?**

Mohammed Sadiki : Organisée sous le Haut Patronage de S.M le Roi Mohammed VI, sous le thème « Génération Green : Pour une souveraineté alimentaire durable », cette 15ème édition s'inscrit comme à l'accoutumée au cœur de l'actualité nationale et internationale et constitue une occasion pour aborder un volet essentiel, en induisant une problématique vitale pour le pays, celle de la sécurité et de la souveraineté alimentaires. Le SIAM confirme ainsi son rôle de plateforme de débats et décisions du secteur agricole et apporte sa contribution à la réflexion nationale dans ce secteur essentiel et stratégique.

Véritable accompagnateur du développement du secteur agricole, le SIAM permet également de rassembler l'ensemble des intervenants du secteur : décideurs, professionnels, agriculteurs et experts en agriculture, pour partager expériences, innovations, et discuter aussi d'opportunités d'affaires.

Excellent outil de mise en relations et d'échanges, le SIAM s'est hissé au rang de salon agricole d'Afrique incontournable et compte aujourd'hui parmi les plus grands événements mondiaux dédiés à l'agriculture et à ses opérateurs.

**« Pour une souveraineté alimentaire durable », tel est le thème de la 15ème édition du Salon international d'agriculture de Meknès. Quels sont les moyens que le Maroc, via ses stratégies agricoles, le Plan Maroc Vert et Génération green, a déployés pour atteindre cet objectif ?**

Suite à la crise multiforme actuelle (sanitaire, économique, environnementale et géopolitique), le monde est confronté à des obstacles sans précédent affectant l'alimentation et la durabilité des systèmes alimentaires et agricoles. Le choix de la « souveraineté alimentaire durable » pour la 15e édition du SIAM n'est donc pas fortuit. L'envolée des prix mondiaux des denrées alimentaires déclenchée par la déstructuration des circuits d'approvisionnement, due à la pandémie de Covid-19 et amplifiée par l'augmentation des prix de l'énergie et des intrants et les perturbations du commerce mondial suite à l'impact de la guerre russo-ukrainienne sur les marchés, a remis au goût du jour le débat sur les moyens à mettre en œuvre pour renforcer et préserver



Mohammed Sadiki, ministre de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts





la sécurité et la souveraineté alimentaires. Au Maroc, la souveraineté alimentaire est appréhendée dans le cadre global du système alimentaire national dans lequel la sécurité alimentaire est un objectif dans le cadre des politiques de développement du secteur agricole notamment la stratégie du Plan Maroc Vert (2008-2020), et la stratégie « Génération Green » couvrant la période 2021-2030.

Afin d'assurer la sécurité alimentaire du pays, de favoriser le développement durable de l'agriculture et de donner la priorité à la protection des ressources naturelles en rationalisant leur exploitation et en s'adaptant au changement climatique, le Plan Maroc Vert a fait de l'agriculture une priorité nationale en mettant l'investissement (public ou privé) au cœur de cette stratégie. L'objectif étant d'augmenter la production des filières et les revenus des agriculteurs tout en permettant l'accès des consommateurs à des produits agricoles en quantité et qualité suffisantes à des prix abordables...

## **Quelles sont selon vous les principales réalisations du Plan Maroc Vert et comment la nouvelle stratégie Génération Green peut-elle contribuer à consolider les acquis du premier Plan?**

L'Agriculture constitue un pilier important du développement économique et social au Maroc avec une contribution de 13 % au PIB et de 74% à l'emploi rural, ainsi qu'à la sécurité alimentaire du pays, à l'équilibre des territoires et à la gestion des ressources naturelles. La stratégie de développement agricole « Plan Maroc Vert (PMV) », couvrant la période 2008-2020 a fait de l'agriculture un moteur de développement économique et social ainsi qu'un pourvoyeur d'emplois en milieu rural.

Grâce aux mesures entreprises dans le cadre du PMV et la mobilisation active de tous les acteurs, le secteur agricole a enregistré de véritables succès qui se sont traduits notamment par une meilleure contribution à la croissance économique et à la modernisation de l'agriculture grâce à l'atteinte d'un taux de croissance annuel moyen de l'ordre +4,72% au cours de la période 2008-2020.

En effet, le PIB agricole est passé de 91,3 milliards de DH en moyenne pour les exercices 2008-2010 à 118 milliards de DH en moyenne lors de la période 2018-2020.

Le déploiement du PMV a permis également la mobilisation d'un investissement global de 132,4 milliards de DH durant la période 2008-2020 (60 % d'investissement privé et 40% d'investissement public), destiné principalement à l'infrastructure productive, (60% irrigation, 13% développement des filières agricoles, agriculture solidaire 15%, etc.), sans oublier le renforcement de l'intégration de l'agriculture marocaine au marché mondial et le développement des filières de production agricole.

Avec l'arrivée à échéance du PMV en 2020, une nouvelle vision, baptisée Génération green 2020-2030, a été lancée par S.M le Roi Mohammed VI. Elle s'est fixée comme objectifs le développement et la consolidation des filières agricoles, la structuration et la modernisation des chaînes de distribution, la promotion de la qualité, l'innovation et la Green-Tech, ainsi que la digitalisation du secteur agricole.

Plaçant le capital humain et sa valorisation au cœur des préoccupations des pouvoirs publics, cette stratégie ambitieuse, à terme, d'améliorer la performance du secteur agricole en doublant le PIB agricole pour atteindre à terme 200 à 250 milliards DH, avec en moyenne annuelle une valeur en exportations de 50 à 60 milliards de DH. Derrière cette nouvelle feuille de route agricole, l'objectif final est de contribuer à faire émerger une nouvelle classe moyenne agricole pour près de 350.000 à 400.000 nouveaux ménages et en stabilisant près de 690.000 familles dans cette classe sociale. Nous misons sur la création de plus de 350.000 nouveaux emplois, tout en améliorant les conditions de vie des agriculteurs.

## **Le Royaume produit une grande partie de sa propre alimentation sur son propre sol et en exporte vers divers points du globe. Mais en matière d'autosuffisance alimentaire, le Maroc tire son épingle du jeu tout en restant fragile. Partagez-vous ce point de vue ?**

Le développement de l'agriculture est de toute évidence une condition de la souveraineté et sécurité alimentaires. Cette dernière reste la pierre angulaire de la stratégie adoptée par le Maroc ; elle consiste à produire à l'échelle nationale ce qui peut l'être en tenant compte des potentialités nationales tout en ayant

recours aux échanges au niveau du marché international.

Dans cette optique, une panoplie de mesures visant le renforcement de la sécurité alimentaire du pays ont été adoptées dans le cadre du Plan Maroc Vert. Ces mesures ont permis d'assurer un bon niveau d'autosuffisance sur plusieurs produits alimentaires (parmi les plus élevés de la région MENA) notamment: les fruits et légumes (100%), les produits animaux (lait et viande) (98 à 99%), les céréales (53%) et le sucre (44%). Ce qui est, il faut le reconnaître, remarquable. Peu de pays comparables au Maroc ont pu atteindre un tel niveau de performance. Ces bons résultats agricoles ont permis à notre pays d'atteindre, avec deux ans d'avance sur la date prévue (fin 2015), le premier Objectif du Millénaire de Développement fixé par l'ONU, à savoir réduire l'extrême pauvreté et la faim.

Tout en capitalisant sur les acquis du Plan Maroc Vert, Génération Green vise à poursuivre les efforts entrepris par le département de l'Agriculture pour réaliser plusieurs objectifs essentiels : améliorer la sécurité et la souveraineté alimentaires du pays, augmenter la production dans toutes les filières agricoles, agir sur la qualité des produits et les disponibilités alimentaires tout en améliorant les taux de couverture des produits agricoles ainsi que les revenus des agriculteurs.

## **Le secteur agricole national est confronté à plusieurs contraintes dont notamment le stress hydrique, le retard et la rareté des précipitations. Les stations de dessalement dont le Maroc commence à se doter représentent-elles la bonne solution ?**

Le secteur agricole fait effectivement face à un stress hydrique dont l'acuité augmente sous les effets conjugués de la demande croissante en eau, du changement climatique et des épisodes de sécheresses conjoncturelles qui réduisent le volume des précipitations tout en impactant l'écoulement et la recharge des nappes d'eau souterraine.

Dans ce contexte de forte tension sur les ressources en eau conventionnelles, le recours aux ressources en eau non conventionnelles notamment au dessalement de l'eau de mer s'est imposé comme une solution structurante pour assurer la durabilité de l'approvisionnement en eau potable et d'irrigation.

Dans le cadre de la stratégie agricole Génération Green 2020-2030 et du programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation 2020-2027, le dessalement de l'eau est adopté pour satisfaire une demande croissante en eau dans les grands pôles urbains situés en zones côtières notamment Casablanca, Agadir, Safi, El-Jadida et Nador.

L'approvisionnement en eau potable et industrielle par dessalement de l'eau de mer de ces villes du littoral permettra d'atténuer le stress hydrique et d'améliorer la résilience des systèmes d'approvisionnement notamment en situation d'événements extrêmes comme les sécheresses sévères et successives et les vagues de chaleur intense qui sévissent au Maroc comme sous d'autres cieux depuis quelques années. Ces apports nouveaux en eau impacteront sans conteste positivement le secteur agricole par la libération des ressources en eau à partir des barrages pour les usages agricoles.

Ce qui permettra en même temps de consolider les acquis des périmètres irrigués qui, il faut le rappeler, jouent un rôle crucial dans la sécurité alimentaire de notre pays.

L'agriculture pluviale est tout aussi importante mais son rendement est directement corrélé aux cycles des précipitations annuelles qui sont perturbés par le changement climatique.

Le dessalement de l'eau de mer pour l'irrigation dans certaines régions est primordial dans la sauvegarde et la pérennisation de l'irrigation dans certains bassins agricoles menacés par l'épuisement des ressources en eau souterraine d'une part et pour développer l'irrigation des cultures à haute valeur ajoutée d'autre part.

## **Ne faudrait-il pas plutôt comme certains le proposent de revoir certaines cultures connues pour être, si j'ose dire, hydriques comme la tomate et l'avocat tournées essentiellement vers l'export ?**

La stratégie adoptée dans le cadre du Plan Maroc Vert visait le développement de toutes les filières agricoles en tenant compte des potentialités de chaque région tout en rationalisant l'utilisation des ressources naturelles, notamment hydriques.

En ce qui concerne la culture de l'avocat, sa superficie est de 14.200 Ha et se trouve localisée principalement dans les ré-

gions de Rabat-Salé-Kenitra (8.200 Ha) et Tanger-Tétouan-Al Hoceima (5.800 Ha). Il s'agit de deux zones humides qui ne souffrent pas généralement de pénurie d'eau et où cette culture est conduite en goutte à goutte à hauteur de 98 % et sans aucune forme de subvention du ministère de l'Agriculture

Quant à la tomate, cette filière joue un rôle socio-économique important puisqu'elle génère plus de 15 millions de journées de travail par an, soit l'équivalent de près de 50.000 emplois permanents et assure l'équilibre de la balance commerciale du pays à travers l'exportation de plus de 500.000 tonnes de tomates, dont 50 % de tomates de segmentation (kiwate, cerise, olivette, ...).

Il y a lieu de souligner qu'un hectare de cette culture est beaucoup mieux valorisé qu'un hectare de céréales. Par ailleurs, les besoins en eau de la tomate sont estimés à 7.000 m<sup>3</sup>/ha, et restent inférieurs par rapport à ceux de certaines cultures comme le palmier dattier...

## **Selon vous, l'envolée des prix des produits agricoles trouve son origine dans une inflation importée liée à la hausse des coûts de production et la sécheresse. N'existe-il pas des outils pour immuniser définitivement le marché national contre cette flambée des prix qui pénalise essentiellement les couches défavorisées ?**

Depuis quelques semaines, les prix des légumes et des viandes ont subi des hausses supérieures à la normale surtout au début du mois de Ramadan. Ces produits agricoles n'ont pas échappé au contexte inflationniste international marqué par la flambée des prix des matières premières depuis la reprise économique post Covid-19.

A l'échelle nationale, certains produits agricoles ont connu depuis mi-février 2023 des hausses spectaculaires. A l'origine de cette envolée des prix des légumes et des viandes, il y a lieu de citer les facteurs d'une inflation importée d'ordre climatique, logistique et en rapport avec la structure des marchés agricoles. Côté nutriments des sols, les charges de production ont nettement augmenté en raison notamment de la hausse importante en 2022 des prix des engrais azotés et des produits phytosanitaires. Sur le plan climatique, le secteur agricole a été pénalisé par une succession d'années de sécheresse (4 sur les 5 dernières années) qui a affaibli le potentiel hydrique de notre pays et réduit les disponibilités fourragères. Sur ces facteurs sont venues se greffer les contraintes liées à la structure et au fonctionnement des marchés agricoles.

Dans le domaine de la distribution, la multitude des intermédiaires tout au long des circuits de commercialisation des produits agricoles génère à coup sûr des coûts de transactions additionnels répercutés sur les prix à la consommation.

Pour faire face à ce phénomène, le gouvernement a répondu par des mesures urgentes et d'autres à caractère stratégique comme la suspension des droits des douanes et TVA sur les importations des bêtes destinées à l'abattage en vue de faire baisser les prix des viandes dans le commerce.

La filière laitière a bénéficié à son tour de mesures relatives à l'importation du lait en poudre et du beurre à travers la suspension des droits des douanes et TVA.

Par ailleurs, la filière céréalière n'est pas en reste qui a bénéficié d'un dispositif intégré permettant de stabiliser les prix du blé tendre sur le marché national, par le biais de la restitution de l'écart entre les cours mondiaux et les prix de vente au Maroc.

## **Le Royaume-Uni est l'invité du SIAM 2023. Quels sont les arguments qui ont milité pour le choix de ce pays ?**

Comme chaque année, le salon met à l'honneur un pays. Pour cette édition, le choix s'est porté sur le Royaume-Uni.

Le choix du Royaume-Uni reflète l'excellence des relations qui lient nos deux pays ; une coopération historique de 3 siècles, tant au niveau diplomatique que commercial, qui s'est consolidée avec la ratification d'un nouvel accord de coopération en décembre 2021, portant notamment sur le volet agricole.

Le Royaume Uni est le 6ème acteur agricole d'Europe, 3ème producteur de céréales, de lait et de bétail. L'agroalimentaire figure parmi les secteurs les plus prépondérants, soit 16% du secteur industriel britannique, ce qui place le Royaume-Uni au 2ème rang mondial.

# Une gestion durable de l'eau est le principal défi de notre secteur agricole

**Président de la Confédération marocaine de l'agriculture et du développement rural (Comader), Rachid Benali est un oléiculteur reconnu qui a récolté plusieurs Prix pour la qualité de ses produits. Homme de terrain et de dossiers qui connaît la chose agricole comme son oliveraie, il livre dans cet entretien une analyse lucide des défis de l'agriculture nationale tout en abordant les conditions de la souveraineté alimentaire.**



**Rachid Benali, président de la Confédération marocaine de l'agriculture et du développement rural (Comader).**

**Propos recueillis par**  
**Saliha Toumi**

**Le Canard Libéré : Vous avez été porté en mars 2023 à la tête de la Confédération Marocaine de l'Agriculture et du Développement rural (COMADER) dans un contexte de forte inflation alimentaire. Comment appréhendez-vous les défis imposés par ce phénomène inquiétant ?**

**Rachid Benali :** Il s'agit d'une lourde tâche. Nous en sommes conscients, la mission n'est pas du tout facile. Il y a tellement de problèmes à résoudre actuellement que nous travaillons aujourd'hui sur les causes de cette inflation en effectuant les diagnostics nécessaires pour trouver les bonnes solutions. Ce qu'on sait déjà que des facteurs conjoncturels et structurels se sont imbriqués et que les raisons de fluctuations de prix varient d'un produit agricole à un autre. C'est pour cela que nous avons procédé au cas par cas pour traiter chaque problème à la source dans le cadre d'une série de réunions avec le chef de gouvernement, Aziz Akhannouch et les représentants des départements ministériels concernés. Cette action commune a déjà porté ses fruits puisque les prix de certains légumes ont enregistré une baisse significative dans les marchés.

**Quid des problèmes structurels ?**

Comme les problèmes structurels demandent plus de temps pour les traiter et obtenir des résultats, décision a été prise d'agir via le signature en marge de cette 15ème édition du SIAM d'une vingtaine de contrats-programmes avec un certain nombre de filières de production.

**Dans le communiqué émis à l'issue de votre élection, la Comader s'est présentée comme une force de proposition face aux multiples contraintes affrontées par l'agriculture nationale comme le stress hydrique, la souveraineté alimentaire, l'approvisionnement normal du marché en produits agricoles abordables et durabilité agricole... Que préconisez-vous par exemple en matière de souveraineté alimentaire sur laquelle pèsent un certain nombre d'incertitudes?**

Dans ce domaine comme d'autres, il n'existe pas de solution miracle. Notre bureau est en fonction depuis un mois seulement et nous avons aussitôt planché sur les différentes pistes de solution, en synergie avec le gouvernement, notamment les départements de l'Agriculture et des Finances et le chef de gouvernement en personne.

**Quelle est la préoccupation majeure qui ressort de ces réunions de travail ?**

La question de souveraineté alimentaire est très présente lors de nos discussions. Elle est au cœur des priorités gouvernementales et il est essentiel d'en

assurer les conditions par des mesures appropriées. En tant que Confédération, nous avons fait des propositions pour les produits agricoles entrant dans le cadre de cette souveraineté alimentaire tout en tenant compte de la donne climatique dominée par le stress hydrique. L'objectif dans l'immédiat est de sauver les cultures de cette année notamment les céréales, les cultures fourragères, les oléagineuses, les maraichages et les légumineuses. Nous avons également formulé des propositions pour solutionner les problèmes liés à l'irrigation mais aussi aux intrants devenus hors de prix. Une baisse de leur utilisation par les fellahs en raison de leur cherté excessive peut provoquer une chute du rendement par hectare.

**Dans l'immédiat, quels sont les leviers, en dehors de la suppression des TVA sur les intrants adoptée récemment par le gouvernement, à actionner pour faire revenir le prix des produits agricoles à des niveaux raisonnables ?**

Il n'y a aucun autre moyen pour faire baisser le prix que celui de la subvention des intrants. Il s'agit de produits 100 % importés comme les engrais azotés et phytosanitaires fabriqués dans certains pays qui se comptent sur les doigts d'une main. Comme le Maroc n'en est pas producteur, le seul moyen qui nous reste est d'intervenir sur leur prix d'achat via un dispositif de compensation.

Les intrants, semences, pesticides et produits phytos, sont nécessaires pour la souveraineté alimentaire qui est stratégique pour le pays et décisifs pour le développement de l'écosystème agricole national. Il ne faut pas oublier que 80% des 16 millions de personnes installées dans le monde rural vivent directement de l'agriculture. Tout le défi réside dans la mise en place de stratégies incitatives visant à fixer ces populations sur place en les encourageant à développer une agriculture compétitive avec des prix abordables pour l'ensemble de la population.

**Pensez-vous que l'agriculteur marocain vend sa récolte au juste prix ou bien faites-vous partie de ceux qui considèrent qu'il est lésé ?**

Pas besoin d'être un grand économiste pour faire le calcul. D'ailleurs, à mon avis, l'agriculteur marocain est lésé sur une bonne partie des produits agricoles. Prenez l'exemple de la culture céréalière. Cela fait plusieurs années que l'État fixe à 270 DH le prix de référence pour le quintal de blé. Mais l'agriculteur marocain ne parvient jamais à vendre à ce prix et écoule dans les meilleurs des cas sa production entre 230 et 240 DH, soit un prix figé du début des années 90. Avec toutes les hausses des prix qu'ont connu les intrants au fil des années, sans compter l'envolée spectaculaire de l'année dernière avec des prix multipliés par 6 de certains engrais azotés, l'agriculteur continue de vendre son blé au même prix d'il y a 30 ans. Il est évidemment lésé, pénalisé et ne s'en sort pas du tout.

Idem pour les légumes. La tomate, par exemple, est vendue à la sortie de la ferme à 1,50 DH alors que

son coût de revient oscille entre 4 et 4,50 DH. En Italie, le même produit est commercialisé à plus de 30 DH le kilo sachant que ce pays produit cinq fois plus que le Maroc. Il y a donc quelque chose qui ne va pas et l'écart n'est pas du tout justifiable.

**La tomate étant un produit très hydrique, pensez-vous que le Maroc peut encore, compte tenu de la donne climatique de plus en plus contraignante, se permettre de poursuivre l'exportation comme avant de ses cultures avec les mêmes volumes ?**

Je pense que si la tomate était produite avec de l'eau dessalée et que l'agriculteur payait son eau au juste prix, il n'y aurait aucune raison pour qu'on n'exporte pas la tomate. D'ailleurs, dans cette équation, il y a, en dehors de l'eau, plusieurs variables à prendre en considération. Cette culture est une source importante de devises pour le pays et un pourvoyeur non négligeable d'emplois (chaque hectare de tomate cultivé crée 15 emplois directs). Une ferme de tomate de 100 hectares c'est une main d'œuvre de 15 000 personnes alors qu'une ferme de céréales de la même taille n'emploie que deux personnes.

**Le salut de l'agriculture nationale ne se trouve-t-il pas plutôt dans les produits agricoles à haute valeur ajoutée peu consommateurs d'eau ?**

Oui, sauf qu'il n'y a pas vraiment beaucoup de produits à forte valeur ajoutée peu gourmands en eau. Dans ce domaine vital, le Maroc doit surtout régler le problème de déséquilibre géographique des eaux. Les zones du Loukkos et du Gharb sont abondantes en eau contrairement aux régions sud qui souffrent de déficit hydrique. Le dessalement d'eau de mer représente une bonne solution si les agriculteurs paient leur eau d'irrigation au juste prix. Ce procédé peut même devenir une opportunité.

**Le Maroc est-il mieux outillé pour faire de Generation Green, programme qui a pris le relais du Plan Maroc Vert, un véritable levier de développement du monde rural ?**

Nous avons tous les atouts en main pour réussir ce nouveau programme. Mais encore faut-il trouver des solutions pour une gestion durable de l'eau dans un monde de plus en plus exposé aux changements climatiques. ●

## Slow Food S'engager sur la voie de l'agroécologie est la meilleure façon de célébrer la Terre

« Comme l'a récemment mis en garde le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), nous devons agir maintenant, car ces années sont cruciales pour sauver notre planète pour nous et les générations à venir », commente Edie Mukiibi, président de Slow Food. "La meilleure façon de célébrer la Journée internationale de la Terre, le 22 avril, est de reconnaître ce dernier avertissement et de mettre en pratique les solutions, comme changer les systèmes alimentaires et adopter des méthodes agricoles agro écologiques". Dans son dernier rapport, le GIEC a en effet souligné l'importance d'évoluer vers des régimes alimentaires durables dans la lutte contre la crise climatique et a désigné l'agroécologie, ainsi que le renforcement des moyens d'action des communautés locales, comme étant des solutions climatiques clés.

L'agriculture, l'alimentation, la nutrition et la santé interagissent entre elles qui peuvent toutes participer à la lutte contre le changement climatique. Ce que nous cultivons, comment nous le cultivons, la composition nutritionnelle des aliments, le goût et la façon dont nous mangeons ont un impact sur la santé publique et la santé de la planète. A l'heure où la malnutrition sévit dans le monde, il est essentiel de tenir compte des relations complexes qui lient le sol, les océans, les plantes, les animaux et l'humanité. L'agroécologie rassemble et relie tous ces éléments.

### Sol et océans

Il convient de souligner que le sol est la plus grande source de biodiversité au monde, avec les deux tiers de tous les êtres vivants qui sont sous terre, tandis que les océans sont notre principal allié contre le réchauffement climatique, ayant absorbé 93,4 % de l'excès de chaleur au cours des dernières quarante années. Le sol est la seule partie environnementale dans laquelle tous les autres éléments environnementaux se rencontrent, interagissent et s'interfaçent simultanément. La moitié des sols de la Terre sont désormais utilisés par les humains, ils ne peuvent plus être exploités. L'une des conséquences les plus graves du modèle agricole industriel est la contribution au changement climatique, qui devient à son tour un facteur de détérioration supplémentaire et qui accélère la désertification. « Il est désormais indispensable de changer de cap. Les lois de la biologie du sol et de la physiologie des plantes et des animaux doivent être respectées. Il faut arrêter de subventionner un modèle agricole intensif pratiqué à grande échelle, qui a échoué, pollué et compromis la vie des sols. Au lieu de cela, nous devons nous concentrer sur un système qui part de la santé et de la fertilité des sols, valorisant une production agricole respectueuse de l'identité et reflétant un lien avec le terroir, expression de la richesse de la biodiversité des sols et des lieux: c'est-à-dire l'agroécologie ! » Edie Mukiibi. En ce qui concerne les mers et les océans, plus de 190 pays ont récemment conclu un accord historique pour protéger la biodiversité des océans du monde. Le nouveau traité mondial vise à sauvegarder la biodiversité et à assurer la durabilité de 30 % des eaux internationales de la haute mer grâce à la création d'aires protégées d'ici 2030. Un grand pas en avant si l'on considère qu'aujourd'hui seulement 1,2 % de ces zones sont protégées sur le plan environnemental. Comme les sols, les océans ne peuvent être vus comme une ressource économique à notre disposition, mais doivent être considérés comme des biens communs environnementaux gérés collectivement. ●

## Jaouad Chami **Le SIAM est exportable**

**Commissaire général du SIAM, Jaouad Chami est toujours fidèle au rendez-vous-phare de l'agriculture nationale. D'un naturel dynamique et inventif, celui qui accompagne le SIAM depuis son lancement en 2006 sous l'impulsion du souverain a repris sa fourche de passionné d'agriculture pour faire de cette édition de relance, après trois années de suspension pour cause de pandémie, un événement de tous les records. Rencontre.**



Jaouad Chami, commissaire général du SIAM.

Ahmed Zoubair

**Le Canard Libéré : Après trois années d'interruption forcée pour cause de crise sanitaire, le SIAM est de retour au grand bonheur des professionnels de l'agriculture. Quelles sont les caractéristiques et les nouveautés de cette 15ème édition ?**

**Jaouad Chami :** En effet, le Salon international de l'agriculture au Maroc (SIAM) est de retour après une pause de trois ans due à la crise sanitaire mondiale. La 15ème édition du SIAM qui se déroule du 2 au 7 mai est marquée par plusieurs caractéristiques et nouveautés. Le thème de cette édition, "green generation : pour une souveraineté alimentaire durable", offre l'occasion de mettre en avant les pratiques agricoles durables, respectueuses de l'environnement et socialement responsables. Le Salon se déploie sur une superficie totale de 18 hectares pour accueillir plus de 1 400 exposants issus de 65 pays différents. Pour ces opérateurs, le SIAM est une vitrine importante de leurs gammes de produits et de services liés à l'agriculture, aux équipements agricoles, aux semences ou aux produits agroalimentaires. De nombreuses conférences et tables rondes (plus de 45) sont programmées sur des thèmes variés tels que l'agriculture bio, l'irrigation durable, la digitalisation de l'agriculture ou encore la gestion des ressources en eau. Événement-phare en Afrique et plateforme internationale des échanges commerciaux et économiques dans le domaine agricole, le SIAM 2023 offre l'opportunité de découvrir les dernières tendances en matière d'innovation agricole, avec un focus particulier sur les technologies numériques exposées dans le nouveau Pôle STARTUPS du salon : une ferme immersive digitale trône au centre de ce pôle et plus de 50 startups rayonnent autour. Enfin, le SIAM met de nouveau en avant les ré-

gions agricoles du Maroc, en donnant aux visiteurs la possibilité de découvrir les produits de notre cher terroir et les spécificités de chaque contrée.

**Quels sont les critères et les indicateurs que vous utilisez pour mesurer le rayonnement du salon au-delà des frontières nationales ?**

Trois principaux indicateurs permettent de mesurer le rayonnement international du Salon International de l'Agriculture au Maroc : le nombre de visiteurs étrangers qui pourrait donner une indication quant à l'intérêt international pour le salon ; les pays participants représentés par leurs exposants et délégations présentes permettrait de mesurer de l'attrait international de l'événement ; les partenariats conclus en termes de contrats signés entre des entreprises marocaines et leurs consœurs étrangères pourrait être un baromètre de la portée internationale du salon. Last but not least, le retentissement médiatique du Salon à travers la couverture presse ainsi que le Feedback des visiteurs étrangers (opinions, degré de satisfaction) apportent de bons éclairages sur la force du SIAM et son attractivité.

**Le pays à l'honneur cette année est le Royaume-Uni. Qu'est-ce qui a milité pour le choix de ce pays ?**

Ce choix est dû à la grande importance du secteur agricole dans l'économie britannique, ainsi qu'à la longue histoire de relations commerciales avec le Maroc dans ce domaine. Le choix pourrait également être motivé par la volonté des responsables des deux parties de renforcer leur partenariat économique.

**"Generation green : Pour une souveraineté alimentaire durable", tel est le thème de cette édition. La politique agricole nationale dans son ensemble répond-elle aux objectifs de la souveraineté alimentaire ?**

La souveraineté alimentaire est un concept qui vise à garantir un accès équitable des populations à une alimentation saine et suffisante, produite dans le respect de l'environnement et des droits des travailleurs agricoles. Pour atteindre cet objectif, une politique agricole devrait, entre autres, encourager la production locale, promouvoir l'agriculture durable et responsable, et assurer la protection des terres cultivables. Le Maroc se mobilise au travers de sa politique agricole actuelle pour répondre à ces exigences.

**Événement auréolé d'une grande réussite, le SIAM est-il exportable ? Peut-on envisager un jour la version du Siam dans certains pays africains amis ?**

R- Il nous est difficile de prévoir l'avenir avec certitude. Cependant, si l'événement a été un grand succès, il est possible que sa version puisse être exportée dans d'autres pays. Cela dépendra de divers facteurs tels que la demande, les ressources disponibles et la capacité à adapter le salon aux contextes locaux. Si certains pays africains entretiennent des liens d'amitié solides avec le Maroc et possèdent des industries agricoles importantes, il est possible d'envisager à l'avenir la délocalisation du SIAM en terre africaine. ●

## Salih Toumi

**A**u Maroc, le stress hydrique est toujours d'actualité avec un taux de remplissage des barrages autour de 33,7%. Les dernières précipitations venues un peu tardivement, n'ont pas réussi à conjurer définitivement cette grosse menace puisque le pays a enregistré entre le 22 mars et le 18 avril 2023 un déficit nettement supérieur à celui à la même période de l'année dernière. La grande hypothèque qui pèse sur le modèle agricole national, gourmand en eau, n'a pas disparu, pas plus que le spectre des coupures d'eau dans certaines villes sous-alimentées.

Selon un document du HCP datant de 2020, l'agriculture pèse pour 87% de la consommation directe annuelle en eau. Elle est suivie des secteurs Administration publique/Éducation/Santé (5%), BTP (2%), commerce (1%), Électricité & eau (1%) et Hôtels & restaurants (1%). Les 3% restants sont consommés par d'autres activités. Face à ce déficit



Le dessalement devient une urgence...

## Irrigation L'agriculture nationale à l'épreuve du stress hydrique

**Pour pallier le déficit pluviométrique et poursuivre son modèle agricole très gourmand en eau qu'il ne compte pas abandonner, le Maroc a ouvert les vannes pour les usines de dessalement d'eau de mer. Mais est-ce suffisant ?**

### L'exemple singapourien

**D**épourvue de toute source naturelle sur ses 699 km<sup>2</sup> et très densément peuplée, l'île de Singapour a été très tôt contrainte de trouver un accord avec la Malaisie voisine. Depuis 1962 et pour 99 ans, la cité-Etat peut ainsi puiser de l'eau dans le fleuve malais Johor, en échange d'une livraison quotidienne d'eau traitée à l'Etat de Johor. Mais le sujet fait l'objet de tensions récurrentes et a suscité des discussions dès 1990, puis à nouveau en 2000. Singapour n'a de cesse d'innover pour atteindre l'autosuffisance en eau et mise pour cela sur trois sources, baptisées les « trois robinets nationaux » : l'eau de pluie, l'eau de mer déstalinisée et celle provenant du recyclage des eaux usées. Créée en 1963, l'agence de l'eau (Public Utilities Board) joue un rôle essentiel : elle définit la politique de gestion des ressources et gère l'approvisionnement, la production et la distribution; elle contrôle la qualité de l'eau et traite la collecte des eaux usées domestiques et industrielles ; elle forme les professionnels de l'eau et finance la recherche et développement. Enfin, elle communique et sensibilise la population. Près de 20% des besoins sont couverts par l'eau de pluie recueillie dans des réservoirs artificiels construits à partir de 1960, et les trois usines de désalinisation d'eau de mer ouvertes entre 2005 et 2018 devraient en 2060 combler 30% des besoins. Le troisième robinet est alimenté par les eaux usées, qui font l'objet de recherches depuis 1972 et sont acheminées jusqu'à

cinq usines de retraitement grâce à un réseau souterrain. La première phase de ce Deep Tunnel Sewerage System s'est achevée en 2008. La seconde, qui traversera l'île sur 100 km, est prévue pour 2025. L'eau obtenue après microfiltration, osmose inverse et rayonnement UV est utilisée pour des applications industrielles et dans les tours de refroidissement. Mais ce qui fait l'originalité de Singapour, c'est qu'une partie est reminéralisée, puis mélangée à de l'eau d'origine naturelle pour alimenter le réseau d'eau potable. Elle est même aujourd'hui vendue en bouteilles par Public Utilities Board sous la marque NEWater, assortie du slogan « Chaque goutte doit être utilisée plus d'une fois ». Cette production fournit déjà 40% des besoins en eau et vise 50 à 55% en 2060. Reconnue comme un expert mondial en matière de traitement de l'eau, Singapour est régulièrement sollicitée pour conseiller d'autres pays faisant face au stress hydrique. L'Université nationale de Singapour (NUS) a créé un Institut des politiques de l'eau (Institute of Water Policy) et la cité-Etat organise chaque année la Singapore International Water Week qui réunit des spécialistes venus du monde entier. Des dizaines d'entreprises internationales travaillant dans ce domaine y ont localisé leurs centres de recherches. Des dizaines de startups autochtones (dont le nombre a été multiplié par quatre en 10 ans) ont également vu le jour sous l'appellation originale « d'hydropreneurs ». La stratégie de long terme adoptée par la cité-Etat se révèle payante. A la différence de la Malaisie pourtant mieux dotée, le pays n'a jamais eu besoin de rationner l'eau en plus de cinquante ans. ●

pluviométrique structurel, résultante du changement climatique, et aggravé par une surconsommation de cette ressource vitale, les pouvoirs publics, un peu dos au mur, se sont tournés vers la mobilisation des eaux non conventionnelles incarnées par les stations de dessalement d'eau de mer.

Conscient de la nécessité de diversifier son potentiel hydraulique, le Maroc a fait le choix stratégique du dessalement de l'eau de mer. Plusieurs ouvrages ont déjà vu le jour dans les villes du Sahara marocain à Boujdour, Laâyoune et Dakhla. Mise en service fin janvier 2022, après son lancement par S.M le Roi, une infrastructure similaire d'envergure a vu le jour dans la province de Chtouka-Aït Baha, conçue pour assurer l'irrigation de 15 000 hectares dans cette grande zone agricole de la région d'Agadir en stress hydrique aggravé en raison de son agriculture intensive tournée vers l'export. La région de Casablanca-Settat, qui concentre l'essentiel de l'activité économique du pays, n'est pas en reste. Une usine de dessalement, dont les travaux ont été lancés en 2018, va entrer bientôt en fonction

pour permettre l'irrigation de 15 000 hectares et la fourniture de l'eau potable à 1,6 million d'habitants. Avec un investissement de 2,37 milliards de dollars, le Maroc est le premier pays du Maghreb en termes d'investissement dans les projets de dessalement, selon un récent rapport de BNC Intelligence.

Parallèlement à la technologie du dessalement, le ministère de l'Équipement et de l'eau vient de relancer un chantier colossal, le transfert d'eau. Investissement d'une quarantaine de milliards de DH, ce projet a l'avantage de régler le problème de la répartition inégale des ressources hydriques sur le territoire national.

Actuellement, certaines régions notamment le nord bénéficient d'un excédent en eau alors que d'autres, le sud par exemple,

souffrent d'un déficit considérable. Le transfert d'eau est conçu pour résoudre ce problème crucial afin que l'agriculture marocaine continue à être productive dans un monde confronté de plus en plus à une raréfaction des ressources en eau.

Et ce n'est pas tout. Certaines ressources actuelles sont mal exploitées. Un dysfonctionnement qu'une redéfinition de la politique d'irrigation ne manquera pas de

rectifier. C'est en matière de réutilisation des eaux usées que le Maroc accuse un retard assez important.

A cet effet, la mise en place du programme national d'assainissement liquide mutualisé (PNAM) vise dans la première tranche relative à la réutilisation des eaux usées, de mobiliser 100 millions de m<sup>3</sup>/an à l'horizon 2027. Pour l'échéance 2050, l'objectif affiché est la mobilisation de près de 340

millions de m<sup>3</sup>/an d'eaux usées retraitées. Ces eaux ainsi réutilisées sont destinées à l'arrosage des espaces verts et des parcours de golfs qui continuent comme à Casablanca par exemple à recourir à l'eau potable. Pour déjouer les pronostics pessimistes, le Maroc doit s'inspirer de l'expérience de Singapour, pays cité en exemple en matière d'efficacité des mesures prises pour faire face au stress hydrique. ●

## Situation critique en Afrique du nord

« Une surconsommation et un sur-développement vampiriques, une exploitation non durable des ressources en eau, la pollution et le réchauffement climatique incontrôlé sont en train d'épuiser, goutte après goutte, cette source de vie de l'humanité. » En marge de la conférence mondiale de l'ONU sur l'eau le 22 mars 2023 à New York, le secrétaire général, Antonio Guterres, a de nouveau tiré la sonnette d'alarme. « L'humanité s'est engagée aveuglément sur un chemin périlleux », a-t-il indiqué dans le dernier rapport de l'ONU publié par l'Unesco.

L'an dernier, plus de 2,3 milliards de personnes ont subi au moins une fois dans l'année les conséquences du « stress hydrique », lorsque les ressources sont insuffisantes pour répondre aux besoins de l'environnement et des êtres humains. Et 10 % de la population mondiale vit même dans des pays où le stress hydrique atteint « un niveau élevé ou critique », révèle le rapport.

Particulièrement concernée, l'Afrique du Nord accuse aujourd'hui un niveau « critique ». Mais c'est l'ensemble du continent qui subit un stress sans précédent. En novembre dernier, l'organisation météorologique mondiale (OMM) mettait en garde dans son rapport sur « L'état du climat en Afrique » que les restrictions de disponibilité de l'eau vont entraver l'accès à l'eau potable et qu'elles risquent de déclencher des conflits entre des personnes en proie à des difficultés économiques. ●

Mamadita Agricole Marocaine d'Assurances • Société d'Assurances Mutuelle • Entreprise régie par la loi 17-99 portant code des assurances • RC : 57781 • ICE : 0016094200096



MAMDA fête cette année ses 60 ans d'existence et réaffirme sa raison d'être en tant que partenaire de l'agriculture marocaine.

Depuis ses débuts, MAMDA assure le monde agricole et s'adapte aux différents changements et mutations du secteur et confirme d'année en année, ses engagements envers les différents acteurs de la chaîne de valeur agricole.



WWW.MAMDA-MCMA.MA



*Since  
1954*



[www.pastor-macao.com](http://www.pastor-macao.com)

# OCP au cœur des enjeux de la sécurité alimentaire

**Conscient de sa responsabilité immense dans la sécurité alimentaire mondiale, OCP a mobilisé ses compétences humaines et l'ensemble des instruments techniques et financiers pour relever ce défi stratégique en agissant en partenaire privilégié de l'agriculteur africain.**

## Ahmed Zoubair

« **L**e Maroc par son phosphate et l'Afrique par ses terres agricoles, détiennent la clé de la sécurité alimentaire mondiale », avait déclaré le président du groupe OCP Mostafa Terrab dans un entretien au Financial Times en février dernier.

Premier producteur d'engrais phosphatés au monde, le groupe projette d'écouler 4 millions de tonnes d'engrais sur le continent à fin 2023, soit le quart de sa production. Pour les petits agriculteurs des pays subsahariens, l'office chérifien, connu pour sa fibre sociale, a offert plus de 5000 tonnes dont une partie à titre gracieux et l'autre à des tarifs préférentiels afin d'atténuer l'impact de la flambée des prix des matières premières et des cycles de sécheresse sur cette catégorie de fellahs vulnérables. Dans nombre de pays africains, les agriculteurs n'utilisent pas suffisamment les engrais en raison de leurs prix élevés ou de l'absence de réseaux de distribution. La vocation d'OCP Africa, filiale d'OCP group, créée en 2016, est d'agir sur ces problèmes en jouant la carte de la proximité, du conseil de l'accessibilité et du juste prix. Pari réussi au-delà de toute espérance. OCP Africa c'est « une offre complète de produits et services permettant l'accroissement des rendements et l'augmentation » des revenus des agriculteurs. OCP, via sa succursale, fournit également de l'assistance aux



**Le président d'OCP Mostafa Terrab, une vision pertinente pour l'Afrique agricole.**

agriculteurs via divers programmes pointus. L'accompagnement va de la formation in situ, à l'encadrement technique et la mise en relation avec les marchés. Pour le volet essentiel de la commercialisation, OCP Africa a

élaboré une application qui permet de connecter les petits agriculteurs aux fournisseurs d'intrants agricoles et aux acheteurs de produits de base. Dans la même veine solidaire, il y a le programme Agribooster conçu pour relier les agriculteurs aux marchés à travers des partenariats, ainsi que les dispositifs Farmer Hubs et OCP School Lab qui s'inscrivent dans le cadre de la politique de facilitation de l'accès aux fertilisants. En Afrique, les maîtres-mots d'OCP ont pour noms l'expertise et l'innovation pour apporter des solutions adaptées aux exploitants agricoles du continent, petits ou grands. Dans ce sens, Kenya National Trading Corporation (KNTC) a conclu en mai 2020 un partenariat avec OCP Kenya pour améliorer l'accès des agriculteurs aux engrais de qualité à des prix abordables. Grâce à ce partenariat, les agriculteurs achètent un sac d'engrais de 50 kg au prix fixe de 2.300 shillings (environ 23 dollars) contre les précédents prix frauduleux de 2.800 shillings et 3.200 shillings (entre 28 et 32 dollars environ) le sac. Avec OCP Africa qui a par ailleurs noué un nouveau partenariat fructueux (voir encadré), l'engagement du groupe a pris une dimension très forte matérialisée par l'inauguration en octobre 2022 d'une usine de blending (mélange) d'engrais au Nigeria. S'étendant sur 10 hectares, cette installation abrite une unité de mélange d'une capacité de production de 120 tonnes par heure, une unité de stockage de 25 000 tonnes, un centre de formation moderne dédié aux différents partenaires, un laboratoire équipé des dernières technologies d'analyse pour assurer le contrôle qualité des produits, l'analyse et la caractérisation des sols et une ferme pilote pour la réalisation d'essais agronomiques et la formation des agriculteurs. « Cette installation n'est pas seulement destinée à la production d'engrais, mais aussi à avoir un impact profond sur la chaîne de valeur agricole du pays », avait déclaré à cette occasion le président d'OCP Africa Mohamed Anouar Jamali, qui ajoute : « OCP Africa s'est engagé à contribuer à la transformation du système alimentaire sur le continent, et le Nigeria représente un hub stratégique pour notre groupe ». Un groupe qui a mobilisé ses compétences humaines et les divers instruments nécessaires pour relever l'immense défi de la sécurité alimentaire mondiale en agissant en partenaire privilégié de l'agriculteur africain. C'est dans ce sens que s'inscrit la conférence Argus FMB Africa Fertilizer portée depuis son lancement en 2010 par le Groupe OCP. Plateforme d'échanges pour une agriculture plus moderne et rentable, cette manifestation annuelle organisée au Maroc est destinée à nourrir le débat sur les stratégies susceptibles de hisser le secteur agricole africain aux meilleurs standards. ●

## OCP Africa s'associe à Microsoft

**L'**Africa Transformation Office de Microsoft s'est associé à OCP Africa pour faire progresser la sécurité alimentaire sur le continent africain. En vertu de ce partenariat annoncé lors de la 5e Conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés (LDC5) qui s'est tenue au Qatar du dimanche 5 au jeudi 9 mars, la filiale africaine d'OCP s'engage auprès de l'entreprise technologique pour mettre au point sa propre plateforme d'agriculture numérique. Objectif : aider les agriculteurs à améliorer leur productivité et à gérer leurs activités.

Concrètement, cette solution digitale est conçue pour permettre surtout aux petits exploitants agricoles d'accéder aux compétences et à l'information grâce à des services agro-numériques en s'appuyant sur les programmes d'OCP Africa tel que le concept de l'agri hub destiné à soutenir des millions d'agriculteurs.

« La technologie est le facteur clé pour permettre et accroître l'accès au financement, à l'équipement et à la durabilité pour les agriculteurs ruraux, autonomisant les agriculteurs locaux en Afrique. Notre partenariat avec OCP Africa contribuera à avoir un impact direct sur les petits exploitants agricoles et à améliorer la production », a déclaré à cet effet Wael Elkabbany, directeur général de Microsoft Africa Regional Cluster. Cette collaboration prévoit également l'adoption et l'intégration de technolo-



gies telles que le cloud, l'intelligence artificielle, les plateformes de données agricoles et la modernisation d'application Azure dans l'espace agricole.

Pour Mohamed Anouar Jamali, PDG d'OCP Africa, le partenariat avec L'Africa Transformation Office de Microsoft permettra entre autres avantages d'étendre la portée d'OCP et d'avoir un impact encore plus important sur la sécurité alimentaire à travers le continent. ●



## Agence pour le Développement Agricole Acteur incontournable du développement agricole

Depuis sa création, l'Agence pour le Développement Agricole (ADA) contribue activement à la mise en œuvre de la stratégie agricole du Royaume. Ainsi, l'ADA veille à l'amélioration du climat des affaires et à la promotion de l'investissement dans le secteur agricole à travers la mobilisation et la valorisation du foncier dans le cadre du partenariat public-privé, la mise en place des projets d'agrégation, l'appui et l'accompagnement des jeunes entrepreneurs ainsi que le développement de l'agriculture solidaire et la commercialisation des produits du terroir à l'échelle nationale et internationale.

Le développement durable étant une priorité, l'ADA, grâce à son expérience acquise suite à son accréditation par le Fonds Vert pour le Climat (FVC) et le Fonds d'Adaptation (FA), milite pour le développement d'une agriculture durable, compétitive et résiliente aux changements climatiques.

L'ADA est ainsi disposée, à vous écouter, vous aider et vous accompagner dans vos projets agricoles.



### ESPACE LES PATIOS

Angle Av. Annakhil et Mehdi Ben Barka  
Bâtiments 2 et 3, 3<sup>ème</sup> étage | Hay Riad, Rabat, Maroc  
Tél. 0 537 573 826 | Fax. 0 537 573 745



/ADA MAROC

[ada.gov.ma](http://ada.gov.ma)



## Initiative pour l'Adaptation de l'Agriculture en Afrique

# Quand le Maroc montre la voie...



**Lancée sous l'impulsion du Maroc en 2016, l'initiative pour l'Adaptation de l'Agriculture en Afrique (AAA) a pour vocation de garantir le financement du secteur agricole africain afin de le rendre plus résilient face au changement climatique.**

**Jamil Manar**



**L'agriculture africaine fortement exposée au changement climatique.**

**L**e Siam ce n'est pas seulement des stands et des exposants avec des milliers de visiteurs qui arpentent ses allées ou des opportunités d'affaires dans toutes les filières agricoles. Le Siam se veut aussi un espace d'échange d'idées et d'expériences dans le cadre d'une série de conférences et de colloques sur diverses thématiques en relation avec les enjeux agricoles et la souveraineté alimentaire. A cet effet, figure au menu l'incontournable conférence ministérielle annuelle de l'Initiative triple A au titre de l'année 2023.

Lancée en amont de la COP22 organisée à Marrakech en 2016, l'Initiative pour l'Adaptation de l'Agriculture Africaine (AAA) est une initiative inédite. Portée conjointement par le ministère

de l'Agriculture et l'OCP dans le cadre d'une Fondation créée en janvier 2019 à Rabat, le Triple A vise à agir sur les fragilités de l'Afrique et de son secteur agricole au changement climatique. Reconnue par l'Union Africaine comme un outil majeur pour canaliser le financement du climat et pour l'élaboration de projets agricoles résilients, l'Initiative AAA répond à l'appel de l'Accord de Paris sur le changement climatique pour aider les pays africains à rendre opérationnelles leurs Contributions Nationales Déterminées (NDC).

« C'est une initiative intéressante qui peut apporter des solutions à des situations critiques en Afrique, notamment l'insécurité alimentaire et le manque

de ressources en eau », a déclaré à cet effet la secrétaire exécutive de Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), en marge de la Conférence de Bonn sur le changement climatique organisée en juin 2022. Plus concrètement, AAA cherche à relever trois défis majeurs auxquels doit faire face le continent africain : le financement, la hausse de la productivité agricole et l'augmentation du pouvoir de séquestration du carbone dans les sols africains. Selon ses promoteurs, Triple A propose une action sur deux volets : le volet Négociations pour mettre l'adaptation de l'agriculture africaine au cœur des enjeux des COP et obtenir une répartition équitable des fonds climat ; et le volet Solutions pour promouvoir et favoriser la mise en œuvre de projets concrets et innovants en matière de gestion des sols, de maîtrise de l'eau agricole, de gestion des risques climatiques et de renforcement des capacités et solutions de financement.

Historiquement, l'agriculture a toujours été le parent pauvre de la mobilisation internationale autour des changements climatiques, souffrant d'un manque de financement considérable. Cette carence se fait sentir avec encore plus d'acuité dans les pays du Sud en raison de leur

retard en matière de développement économique et humain. Le continent africain est particulièrement vulnérable aux changements climatiques dont les conséquences peuvent être désastreuses aussi bien pour la sécurité alimentaire que la sécurité politique. En effet, 60 % des pays les plus touchés au monde sont africains et plus de 65% de la population africaine est déjà affectée par les effets du changement climatique.

### L'expertise OCP

Les deux tiers des terres arables africaines pourraient être perdus d'ici 2025 à cause du dérèglement climatique, tandis que les experts estiment que la baisse des rendements agricoles pourrait atteindre 20% en 2050

L'initiative Triple A se présente dès lors comme un véritable générateur de solutions. Parmi celles-ci figure l'agriculture intelligente qui peut non seulement agir positivement sur la protection des pays vulnérables face aux changements climatiques mais aussi pour la sécurité alimentaire. « Une utilisation de manière raisonnée des fertilisants et des technologies peut réduire la déforestation. En utilisant des engrais plus intelligents on arrivera à limiter l'empreinte carbone de l'agriculture », avait expliqué Mostafa Terrab, président du groupe OCP, partenaire du ministère de l'Agriculture qui ont co-organisé du 29 au 30 septembre 2016 à Marrakech le sommet sur l'Initiative Triple A qui a rassemblé une vingtaine de ministres africains et une brochette d'experts. Autre volet de cette « Smart agriculture » est l'enrichissement des sols avec les nutriments, ce qui contribuera à augmenter l'aspect de séquestration de CO2 dans le sol. Le groupe OCP a déjà lancé un ambitieux projet qui concerne la carte de fertilisation des sols en Afrique pour disposer d'un système d'aide à la décision pour la fertilisation avec des produits innovants sur mesure. A cet égard, le groupe phosphatier a développé les capacités de production dédiées à l'Afrique et travaille avec plusieurs pays pour renforcer leur capacité de production. ●

## L'Afrique, principale victime climatique

« Six des dix pays les plus touchés dans le monde par le changement climatique se trouvent en Afrique, 65% de la population africaine directement concernée et le continent compte déjà plus de 10 millions de réfugiés climatiques.

Selon un rapport de la Commission européenne (2014), les effets négatifs du changement climatique réduisent le produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique d'environ 1,4 % à ce jour et entraînent des coûts d'adaptation pouvant atteindre 3 % du PIB par an en 2030. » ●

**Saliha Toumi**

**T**andis que la production alimentaire mondiale suffirait à nourrir l'ensemble de la population mondiale, plus de 800 millions de personnes souffrent encore de faim chronique.

La principale cause de ce paradoxe ? La pauvreté, particulièrement en zones rurales. Les petits producteurs, soumis, par la libéralisation du commerce agricole, à une compétition inégale avec les géants de l'agrobusiness, en sont les premières victimes : huit personnes sur dix qui souffrent de la faim dans le monde sont des agriculteurs, des paysans sans terre ou des pêcheurs, incapables de vivre de leur production et poussés dans la pauvreté et la malnutrition.

A cette concurrence néfaste s'ajoutent l'instabilité des prix exacerbée par la spéculation sur les matières premières agricoles, ainsi que par les accaparements des terres et la production d'agro-carburants.

## Malnutrition

Outre ces conséquences sociales, l'agriculture industrielle, qui utilise beaucoup d'intrants et de ressources, à un prix élevé pour l'environnement : appauvrissement des sols, déforestation, pollution de l'air, problèmes d'accès à l'eau et dégradation de la biodiversité. Enfin, la «malbouffe» est l'autre face de la malnutrition : il y a désormais plus de personnes qui souffrent d'obésité que de personnes victimes de malnutrition dans le monde.

Un autre système alimentaire est possible. Imaginé dans les années 1990, le concept de souveraineté alimentaire invite à repenser le système actuel, afin de construire un système juste et durable, garantissant un prix suffisam-

# Souveraineté alimentaire et droit à l'alimentation

**Quelque 828 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde, dont le tiers – 249 millions – en Afrique. L'ironie du sort, c'est que l'Afrique, avec 65 % des terres arables restantes, a suffisamment de potentiel pour nourrir 9 milliards de personnes dans le monde d'ici 2050.**

ment rémunérateur pour le producteur et accessible pour le consommateur, dans le respect de l'environnement. En soutenant les millions de paysans qui s'appuient sur un modèle en circuit-court, adapté aux cycles de l'environnement, l'éradication de la faim dans le monde est réalisable. Pour atteindre en 2030 le deuxième Objectif de développement durable visé par les Nations Unies pour éradiquer la faim, il est indispensable de renforcer le rôle des organisations paysannes, de soutenir l'agriculture familiale et de promouvoir l'agro-écologie, qui fait appel aux savoirs locaux pour garantir une meilleure utilisation des sols,

réduire la dépendance envers les engrais chimiques et préserver la biodiversité. Or, le droit à l'alimentation est un droit humain reconnu internationalement, qui correspond au droit fondamental d'avoir, en tout temps, un accès physique et économique régulier, permanent et libre à des aliments en quantité et en qualité suffisantes, dans le respect des traditions culturelles du peuple dont est issu le mangeur.

## Financement

Le droit à une alimentation adéquate en tant que droit fondamental de l'homme a été reconnu pour la première fois dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, au titre du droit à un niveau de vie suffisant (Art. 25): «Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et celui de sa famille, notamment pour l'alimentation...».- Il est devenu contraignant sur le plan juridique lorsque le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels est entré en application en 1976. Depuis, de nombreux accords internationaux ont réitéré le droit à l'alimentation, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979) et la Convention internationale des droits de l'enfant (1989). Lors du Sommet Dakar 2, un événement axé sur l'action, les chefs d'État et de gouvernement africains mobiliseront leurs ressources gouvernementales, les partenaires au développement et le financement du secteur privé pour exploiter le potentiel agricole et alimentaire de l'Afrique, transformant ainsi les efforts de plaidoyer en actions concrètes.

Quelque 828 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde, dont le tiers – 249 millions – en Afrique. L'ironie, c'est que l'Afrique, avec 65 % des terres arables restantes, a le potentiel pour nourrir 9 milliards de personnes dans le monde d'ici 2050. Ses vastes superficies de savane sont à elles seules estimées à 400 millions d'hectares, dont seulement 10 % sont cultivés.

En levant les obstacles au développement agricole et en l'accompagnant d'investissements nouveaux, la production agricole de l'Afrique pourrait passer de 280 milliards de dollars par an à mille milliards de dollars d'ici 2030. Investir dans l'augmentation de la productivité agricole, soutenir les infrastructures, les systèmes agricoles adaptés au climat, avec des investissements du secteur privé tout au long de la chaîne de valeur alimentaire peut aider à faire de l'Afrique un grenier pour le monde. ●



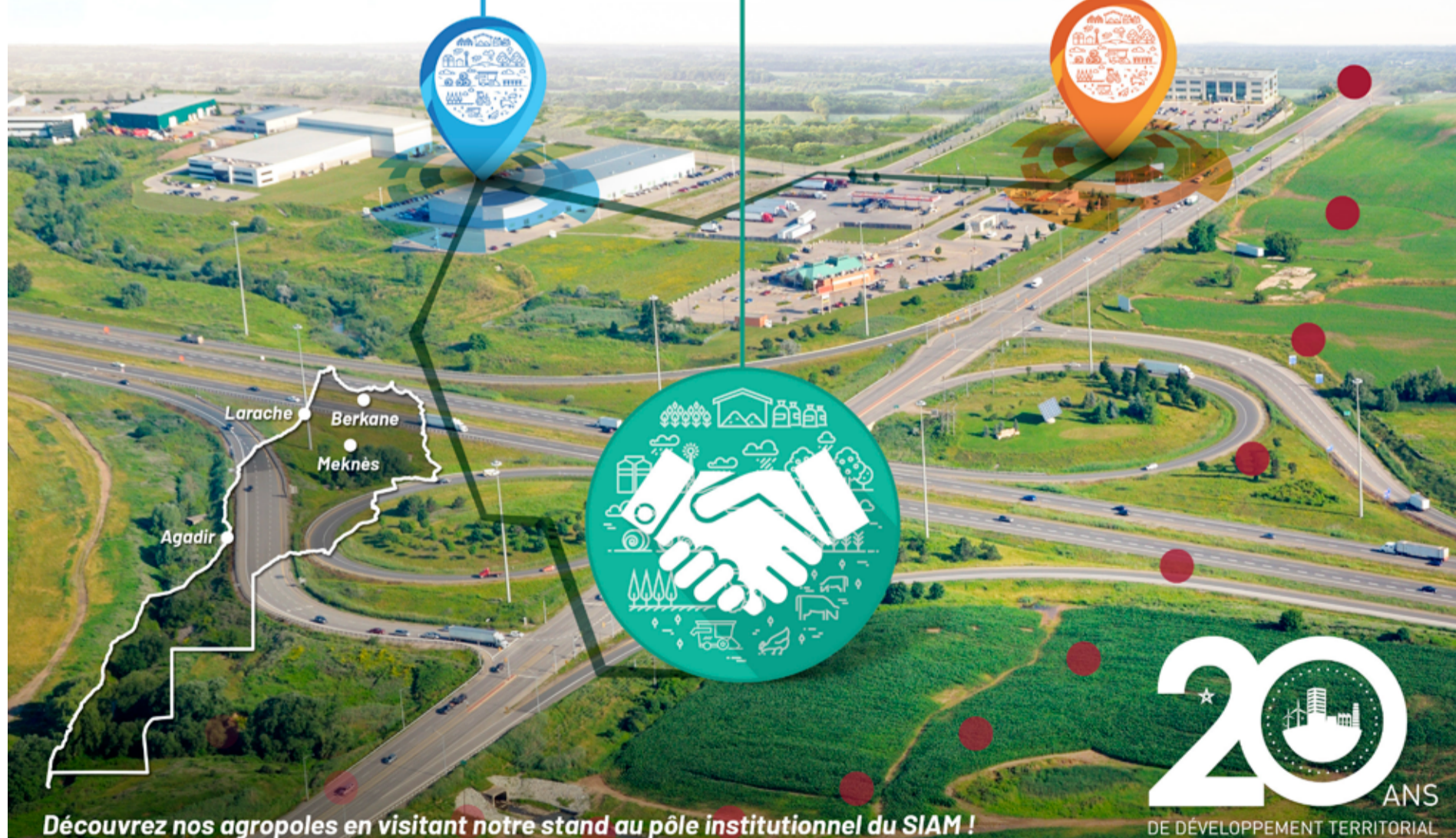
**La famine est un scandale sans nom dans un monde d'abondance et de gaspillage...**



**4 AGROPOLES POUR  
VALORISER VOS  
INVESTISSEMENTS  
AGRO-INDUSTRIELS**

**MEDZ, PARTENAIRE  
DE LA STRATÉGIE  
GENERATION GREEN**

**DES LOTS  
DE TERRAINS  
INDUSTRIELS  
VIABILISÉS**



Découvrez nos agropoles en visitant notre stand au pôle institutionnel du SIAM !

**20** ANS  
DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL





## Le Maigret du CANARD



### Factures de Lydec

# Entre douche froide et haute tension

Ce qui est extraordinaire avec Lydec c'est que le client est toujours dans le tort. Par conséquent, il est traité, même s'il est dans son bon droit, en mauvais payeur doublé d'une vache à lait docile.



L'utilisateur n'a qu'un droit celui de payer sans moufeter...

#### Jamil Manar

Cette façon de faire porte un nom : l'abus de pouvoir encouragé par le monopole. Celui-ci est en plus aggravé par l'absence d'une instance de recours, sur le mode du médiateur de l'eau et de l'énergie en France, chargé de statuer sur les litiges susceptibles de survenir dans la relation commerciale entre les deux parties.

Au moment de la privatisation de l'EXRAD de Casablanca en 1997, les pouvoirs publics ont négligé la mise en place d'un tel dispositif d'arbitrage permettant de protéger les droits des usagers contre les abus éventuels du distributeur installé dès lors dans une position où il est à la fois juge et partie. Résultat : Les abonnés, s'estimant lésés, ont beau contester le montant d'une facture d'eau ou d'électricité, ils n'ont aucun droit sauf celui de payer sans moufeter et de réclamer ensuite, en vertu de la fameuse règle aux allures de diktat imposée systématiquement par le délégataire. Y compris lorsque la faute lui incombe par négligence ou défaillance. Avec Lydec, c'est la douche froide ou la haute tension. Un usager, bon payeur qui a toujours

réglé dans les délais ses factures, l'a appris récemment à ses dépens en recevant une douloureuse de fourniture d'eau assommante. La manœuvre, qui n'est pas aussi claire que l'eau de roche, commence par l'envoi d'un SMS sibyllin sur son téléphone portable : « La relève du [mention de la date] montre une hausse de votre consommation d'eau. Lydec vous invite à vérifier vos installations. » De prime abord, le destinataire qui pense naturellement à une fuite d'eau à la maison s'empresse de les faire vérifier par un plombier comme demandé par l'opérateur. Mais rien à signaler après intervention minutieuse du professionnel. Rien ne dysfonctionne. Tout est en règle. Une semaine plus tard, soit le 15 mars, nouveau SMS par lequel Lydec invite son client à « cliquer sur le lien suivant » pour « télécharger [sa] facture. Grande et désagréable surprise. La facture est d'environ 9.000 DH. Très chère supposée fuite d'eau. Après une petite enquête menée par le client, il s'est avéré qu'il ne s'agit pas d'une fuite comme mentionné dans le premier message de Lydec mais d'une facture de redressement à la suite d'un changement de compteur bloqué pendant quelque 300 jours. Point donc de surconsommation qui serait due à une

fuite potentielle mais d'une rectification des consommations sur la base des usages habituels. Ce qui change de tout au tout les données du problème.

#### Pressions

Or, Lydec a visiblement manœuvré. Pour ne pas avoir à assumer sa responsabilité sur le dysfonctionnement du compteur et la consommation anormalement faible qui en (dé) coule, elle a fait porter le chapeau au client plutôt que de reconnaître sa défaillance. La lettre de réclamation adressée au fournisseur est une pure formalité. Un coup d'épée dans l'eau puisque Lydec ne met pas plus de 24 heures entre le SMS confirmant « la prise en charge de [sa] demande » et l'autre SMS de notification de « coupure d'eau » en cas de non-paiement de la douloureuse majorée, par-dessus-le-marché, de la somme d'un peu plus de 100 DH au titre de « frais ». Correspondant à quoi? Mystère. Lydec lui a fait payer manifestement la défaillance technique de son compteur. Si certains mangent à tous les râteliers, Lydec boit, elle, à tous les robinets. La coupure d'eau ou d'électricité est une manière d'exercer des pressions sur l'utilisateur en lui faisant

du chantage. C'est l'arme fatale dont use et abuse le délégataire pour pousser les gens à passer à la caisse en les invitant, toujours par SMS, à contacter leur «Centre de Relation Clientèle», dont les agents, qui restent coi devant les questions des usagers, servent juste de façade à une absence de la culture client. Avec l'état d'esprit de celui qui sans garde-fous peut tout se permettre, les responsables de Lydec ne prennent même plus la peine d'envoyer des factures en papier qu'ils ont limités sans crier gare depuis des années aux lettres de rappel du moindre petit impayé ou aux avis de coupures des fournitures. Là où les distributeurs sous certains cieux n'ont pas le droit de couper l'eau de la résidence principale même si l'utilisateur ne paie pas ses factures et d'engager une procédure de recouvrement, Lydec a les mains totalement libres pour agir à sa guise. Les pratiques du délégataire casablancais dessinent clairement les contours d'une rente monopolistique qui lui confère tous les droits au détriment de l'utilisateur. Toute à leur suffisance, les responsables de Lydec n'ont même pas jugé nécessaire de répondre par écrit avec les explications nécessaires à la lettre de réclamation de notre usager. Est-ce eau nette ?

#### Bientôt des bus touristiques à Casablanca

JE ME DEMANDE CE QU'ON VA POUVOIR FAIRE VISITER AUX TOURISTES... PLEIN DE SITES ORIGINAUX COMME LES BIDONVILLES, LES CARREFOURS A MENDIANTS ET L'ARMÉE DES GARDIENS DE VOITURES



#### Première du genre en Afrique

## Akdital inaugure une clinique nouvelle génération à Bouskoura

Le groupe Akdital a inauguré jeudi 27 avril le premier établissement de son réseau de santé nouvelle génération, la clinique du bien-être à Bouskoura dans la périphérie de Casablanca. Et c'est entouré des promoteurs de cette structure nouvelle génération, le président de Akdital Rochdi Talib et le directeur général de la clinique Jaafar Heikel, que le gouverneur de la province de Nouaceur Abdellah Chater a coupé le ruban rouge d'inauguration. Les maîtres des céans lui ont fait ensuite le tour du propriétaire avec ses différents services aux normes internationales : gériatrie, rééducation fonctionnelle, centre check-up de

santé, médecine régénérative et chirurgie esthétique. Première unité du genre en Afrique nord, un investissement de 260 millions de DH, la clinique du bien-être de Bouskoura affiche fièrement son principal cœur de métier, une offre hospitalière de qualité pour le sujet âgé qui a besoin de soins spécifiques prodigués dans des espaces reposants par une équipe de professionnels. Tous les volets sont concernés : médical, chirurgical, psychologique, nutrition, réanimation, rééducation et réadaptation. Tel est le pari de Akdital Life. La prise en charge et l'accompagnement des seniors dans l'esprit Akdital qui en a fait sa devise : Des soins et des liens. ▀



# Contribution



## POINT DE VUE

### Abdeslam Seddiki



**Economiste,  
ancien  
ministre de  
l'Emploi et des  
Affaires sociales.**

## La conjoncture économique au premier trimestre 2023

# Une croissance atone

La note de conjoncture relative au premier trimestre 2023, publiée tout récemment par l'INAC-HCP (Institut National d'analyse de la conjoncture) vient confirmer les prévisions établies auparavant tablant sur une croissance économique ne dépassant pas les 3% dans le meilleur des cas, contre 4% prévus dans la loi de finances. A l'origine de cette atonie, on cite la faiblesse de la croissance dans les activités secondaires, le repli de l'activité minière, le marasme du secteur du bâtiment et la persistance des conditions climatiques défavorables. Dans l'ensemble, à l'exception du secteur automobile, ce sont les activités tertiaires qui tirent la croissance, ce qui est un signe de fragilité de l'économie et une source de précarité de l'emploi. Bien sûr, la forme du conditionnel utilisée dans la note du HCP nous invite à prendre les données publiées avec précaution en attendant la publication des résultats définitifs de l'année en cours.

Au niveau des activités primaires, la valeur ajoutée agricole se serait redressée, au premier trimestre 2023, de 2,1%, en variation annuelle, après avoir régressé de 14,3% au cours de la même période de l'année passée. Toutefois, cette reprise risquerait d'être de courte durée dans la mesure où les conditions climatiques sont loin d'être favorables. Ainsi, depuis le mois de novembre 2022, les précipitations cumulées jusqu'au mois de mars 2023 ont été inférieures à la normale saisonnière de 16,5%. Le taux de remplissage des barrages aurait atteint 34,6% à fin mars.

Par ailleurs, le secteur de la pêche aurait maintenu sa tendance baissière au premier trimestre 2023, avec une diminution de sa valeur ajoutée de 11,8%, en variation annuelle, au lieu de -7,3% enregistrée au même trimestre une année auparavant. Cette contreperformance serait attribuable au recul de 14,8% de la production de la pêche côtière et artisanale, en raison d'une forte baisse des débarquements des céphalopodes. Le volume des exportations des produits de la mer se serait, également, infléchi de 8,2%, après une progression de 2% au même trimestre de l'année précédente. Pour ce qui est des activités hors agriculture, ce sont les activités tertiaires qui s'en sortent le mieux, en particulier le tourisme et le transport. Ainsi, le tourisme

vit des moments euphoriques et la situation est en passe de retrouver son dynamisme d'avant covid. Les arrivées et les nuitées touristiques auraient plus que triplé et les recettes voyages auraient quadruplé au premier trimestre 2023 en glissement annuel, plaçant ainsi le secteur en phase avec la feuille de route stratégique 2023-2026 adoptée dernièrement par le gouvernement avec la mobilisation d'une enveloppe de 6,1 MM DH pour la période quadriennale.

Les activités de transport auraient poursuivi leur redressement au rythme de 4,8% au premier trimestre 2023 en variation annuelle, tirées notamment par la vigueur du trafic aérien. Ce qui devrait en principe, dans la logique de rentabilité capitaliste, inciter notre compagnie aérienne à revoir ses tarifs à la baisse pour drainer plus de clients et accompagner la dynamique que connaît le tourisme.

L'activité des industries extractives aurait régressé à un rythme moins accentué au premier trimestre 2023, affichant une baisse de 10,2%, en variation annuelle, au lieu de -16% un trimestre plus tôt. Ce repli est dû principalement à la contraction de la demande extérieure adressée aux produits miniers marocains et notamment aux phosphates bruts.

L'activité manufacturière connaîtrait une légère reprise. En variation annuelle, sa valeur ajoutée aurait augmenté de 2,9% au premier trimestre 2023 au lieu de

0,4% un trimestre plus tôt. Cette amélioration est due essentiellement à l'industrie agro-alimentaire orientée vers l'exportation qui a affiché un taux d'augmentation de 6,9% au premier trimestre et à l'industrie du matériel de transport qui aurait conservé sa dynamique pour le quatrième trimestre consécutif, affichant une hausse de 17%. Les ventes extérieures des parties et pièces de voitures de tourisme et des fils et câbles électriques auraient également connu un sensible mouvement de reprise, avec des hausses de 22,2% et 20,6% respectivement, en variations annuelles, au terme des deux premiers mois de 2023.

### Descente aux enfers

Par contre, le secteur de la construction poursuit sa descente aux enfers. Ainsi, la valeur ajoutée des industries liées à la construction aurait affiché une baisse de 6,6% au premier trimestre 2023. La valeur ajoutée de la construction se serait contractée pour le troisième trimestre consécutif, affichant une régression annuelle de 3,8% au premier trimestre 2023. Le coût élevé de la construction, en dépit de la détente des prix de certains intrants, et le renchérissement du crédit auraient découragé l'activité du secteur. Tout indique, en effet, que la crise qui frappe de plein fouet ce secteur est appelée à durer sous l'effet notamment du renchérissement du coût du crédit

immobilier et du repli des grands chantiers publics. D'ailleurs, les professionnels ne maquent pas d'exprimer leur scepticisme quant à l'avenir de ce secteur.

Dans l'ensemble, la croissance quoique modérée, continue toujours à être tirée par la demande intérieure, à savoir la consommation (privée et publique) et l'investissement. Dans une telle posture, toute atteinte à la demande risquerait d'être fatale à la croissance, et par ricochet à l'emploi. Les exportations bien qu'elles enregistrent un taux de croissance en valeur de 7,9% en glissement annuel, n'arrivent pas à atténuer le déficit commercial dans la mesure où nos achats de l'étranger se sont appréciés de 11,6% en valeur. Il en résulte une dégradation du taux de couverture de 2 points pour se situer à 58,4% au terme du premier trimestre 2023.

A souligner enfin, le bon comportement de nos finances publiques. Ainsi, les recettes ordinaires auraient marqué une amélioration de 11,6% en glissement annuel intéressant pratiquement toutes les composantes. Les taux maximums sont enregistrés pour les recettes douanières avec 21,1% et les recettes non fiscales avec 24%. En revanche, les dépenses ordinaires auraient marqué un repli de 3,9%, du essentiellement à une baisse drastique des dépenses de compensation. Par conséquent, le déficit budgétaire s'est atténué de 49,8%, se situant à -5,7 MM de DH à fin février 2023, contre -11,4 MM DH aux deux premiers mois du budget 2022. Ce résultat ne devrait pas nous réjouir outre mesure. Tout dépendra de l'évolution de la situation au cours des prochains mois. La bourse des valeurs qui est un signal fort et un indice de confiance des investisseurs garde toujours la tête dans l'eau.

En résumé, la conjoncture n'est pas au beau fixe. La situation est difficile certes, mais elle n'est pas désespérée. A condition, toutefois, que les responsables saisissent toutes les opportunités offertes. Les crises peuvent être salutaires quand on en fait une occasion pour remettre en cause des choix qui ont montré leurs limites et procéder aux réformes nécessaires de nature à mettre notre économie sur un sentier vertueux de la croissance. ▀



## Bec et ONGLES



**Le président du Raja Abdelaziz El Badraoui**

# Je ne suis pas une ordure



Le président du Raja Abdelaziz El Badraoui s'est confié à une équipe du Canard en marge de l'élimination de son club de la ligue des champions par l'égyptien Al Ahly lors d'une soirée émaillée de drames...

**Le Raja a vécu samedi 29 avril une soirée noire marquée par son élimination de la ligue des champions par Al Ahly et le décès d'une supportrice aux abords du stade Mohammed V...**

Il ne m'a pas fallu beaucoup de temps pour découvrir à l'insu de mon plein gré cette réalité amère : Le Raja est un club ingérable, autrement plus compliqué que la gestion de mon business de ramassage d'ordures. C'est pour cela que j'ai décidé de déclarer forfait...

**Vous avez apparemment proclamé votre intention de démissionner alors que vous avez pris les rênes du club en juillet 2022...**

Dur, dur d'être patron fantôme d'un club aussi difficile où je compte de moins en moins de supporters. Il vaut mieux donc que je m'auto licencie.

A défaut de bons résultats enregistrés par le Raja sous mon mandat, je me consolerais avec le titre de mandat le plus court de l'histoire du club. Je suis peut-être un mauvais manager de foot mais je ne suis pas une ordure.

**Qu'est-ce qui n'a pas marché avec le Raja ?**

On me reproche de ne pas avoir assez investi dans le club en recrutant de nouveaux joueurs. A ce niveau-là, je crois qu'il y a eu un malentendu.

En acceptant d'être président du Raja, un cadeau empoisonné, je croyais avoir une bonne affaire qui allait me permettre d'améliorer ma situation financière.

**Mais vous avez pris un club qui croule sous les dettes qui attendait de vous de les résorber en renflouant les caisses...**

J'ai découvert après un grand trou dans le budget de 140 millions de DH qui ont disparu. C'était trop tard. L'autre sport favori chez mes prédécesseurs a pour nom les détournements de fonds.

**Quid de la campagne de collecte de dons que vous avez lancée en début d'année ?**

On a pu récolter un peu d'argent. Mais pas assez pour nous inonder de fric. Résultat : Le club s'est

noyé davantage dans la mouise en s'enfonçant un peu plus dans les mauvais résultats.

**En tant que patron d'une boîte de ramassage d'ordures, vous auriez pu faire du recyclage pour optimiser les coûts...**

Je sais que le Raja est plein de gens nuisibles, de déchets non recyclables mais le tri sélectif en football surtout avec un club aussi compliqué où tout le monde a un avis différent sur tout est quasiment une mission impossible.

**Vos détracteurs affirment que le maillot est trop grand pour vous. Que leur répondez-vous ?**

Ceux-là n'excellent que dans l'antijeu et sont incapables de construire du positif et du propre.

**Quel avenir pour le Raja ?**

Il faut plutôt se poser cette question : Abdelaziz El Badraoui a-t-il encore un avenir maintenant qu'il s'est mis hors jeu ?

**Elections présidentielle et législatives**

## Haro sur Erdogan

On ne sait pas quel Dieu ils implorent mais les dirigeants européens prient in petto pour que le prochain maître de la Turquie ne soit pas encore Recep Tayyip Erdogan. Ils caressent le rêve de voir son rival chiite Kemal Kılıçda-roglu, candidat d'une opposition coalisée, mettre fin au pouvoir de celui qui gouverne d'une main de fer la Turquie depuis deux décennies. Or, les élections présidentielle et législatives du 14 mai s'annoncent serrées mais ses contempteurs de l'extérieur veulent se persuader de l'imminence de sa fin politique qu'ils pensent écrite avec le sang et les larmes des milliers de victimes du séisme ravageur du 6 février, laissés-pour-compte d'une inflation galopante et les perdants de la dévaluation de la monnaie nationale. Sous peine d'insulter l'avenir et de se faire insulter pour long-

temps encore par un président qui n'a pas la langue dans sa poche, les leaders européens se gardent de faire des déclarations publiques. Ce qui ne les a pas empêché de dévoiler leur pensée dans les médias en filigrane et sous le sceau de l'anonymat tout en exprimant tout le mal qu'ils pensent du « néo sultan » dépeint évidemment sous des traits très peu flatteurs. Despotisme, autocratie, dévoiement des institutions, pouvoir népotique et corrupteur, mise au pas des médias et emprisonnement de ses opposants... On retrouve les mêmes éléments de langage dans certains articles de presse français qu'il s'agisse du Monde, ou le Point... A croire qu'ils ont été rédigés par les communicants de l'Élysée. Sous la plume de ces journalistes, l'équation turque est ainsi simplifiée : Soit les électeurs votent pour le changement et la Turquie retrouve le visage d'une démocratie



Les dirigeants européens misent sur le rival du président sortant.

avec un retour dans le camp occidental» soit ils renouvellent le bail du maître sortant et le pays s'enfoncé un peu plus dans la dictature. Aux yeux des Européens, le grand défaut de Recep Tayyip Erdogan c'est son profil de chef imprévisible et difficilement malléable qui n'a rien d'une tête de Turc. Bien au contraire. Erdogan se permet non seulement de flirter avec le nouvel ennemi de l'Occident, Vladimir

Poutine, mais de faire aussi des affaires avec lui tout en étant membre de l'OTAN dont il s'offre le luxe de bloquer l'entrée à la Suède. Un tel personnage est évidemment un empêchement de domestiquer en rond et tout tom-beur potentiel d'Erdogan surtout s'il est né dégage aucun souffle fait l'affaire d'une certaine Europe. ▀



# Le MIGRATEUR



## Soudan Le guerre risque de s'enliser

Les factions belligérantes au Soudan se sont enfermées dans un conflit dont plus de deux semaines de combats montrent qu'aucune partie ne peut facilement l'emporter, ce qui fait planer le spectre d'une guerre interminable entre une force paramilitaire agile et bien entraînée et l'armée régulière mieux équipée, qui pourrait déstabiliser une région fragile.

Même si des centaines de personnes ont été tuées et que la capitale Khartoum a été transformée en zone de guerre, il y a eu peu de signes de compromis entre le commandant de l'armée Abdelfattah al-Burhan et Mohamed Hamdan Dagalo, chef des forces paramilitaires de soutien rapide (FSR), alias Hemiti. Les médiateurs étrangers ont eu du mal à arrêter le glissement vers la guerre : une série de cessez-le-feu négociés par les États-Unis et d'autres pays ont été sapés par les bombardements et les frappes aériennes à Khartoum et par le conflit ailleurs, notamment dans la région du Darfour, à l'ouest. L'envoyé spécial de l'ONU pour le Soudan, Volker Perthes, a déclaré samedi qu'il voyait des signes d'une plus grande ouverture aux négociations, mais de nouveaux combats ont été entendus dans la capitale. Hemedti et al-Burhan ont tous les deux exclu l'idée de négocier l'un avec l'autre dans



Le général al-Burhan (D) et le général Hemiti, le 5 décembre 2022 à Khartoum. AFP/ASHRAF SHAZLY.

des commentaires publics depuis le début des combats.

Le 20 avril, Hemiti a déclaré qu'il ne s'assierait pas avec Burhan, qu'il a qualifié de « criminel ».

Un collaborateur de al-Burhan, interrogé sur les mêmes questions, a renvoyé par les médias à renvoyé aux remarques faites par al-Burhan à la chaîne de télévision américaine al-Hurra la semaine dernière, où il a déclaré qu'il ne pouvait pas s'asseoir avec « le chef de la rébellion », une référence à Hemiti.

Les enjeux ne pourraient être plus élevés, tant pour le Soudan que pour les sept États voisins, où la stabilité pourrait être ébranlée par un conflit dans un pays au passé marqué par des troubles civils, notamment la guerre de plusieurs décennies qui s'est achevée par la sécession du Sud en 2011.

Malgré ses forces aériennes et ses chars, l'armée n'a pas réussi jusqu'à présent à déloger les combattants du FSR disséminés dans Khartoum, qui a été épargné par la violence lors des précédentes guerres civiles au Soudan.

L'armée a déclaré jeudi que les combattants des FSR étaient en train d'être défaits, mais un diplomate occidental a estimé que les FSR avaient l'avantage.

De nombreux civils ont fui la capitale pour se réfugier dans des zones plus sûres. Les habitants ont décrit un effondrement rapide, alors que des gangs et des pillards sillonnent les rues vides, que les quartiers sont secoués par des frappes aériennes et des bombardements, et que la nourriture et le carburant viennent à manquer. Même si l'armée parvient à s'imposer à Khartoum,

les analystes craignent que l'on assiste à un retour au schéma habituel des guerres internes au Soudan, opposant l'armée du pays, dirigée par une élite puissante dans la capitale, à ceux qui sont originaires des régions marginalisées, comme le Darfour, la région où Hemiti et sa FSR sont apparus pour la première fois en tant que force de combat.

Un diplomate de haut rang a qualifié la situation de « terrifiante ». « Nous allons assister à une fragmentation importante », a déclaré le diplomate, qui s'inquiète d'une reprise des conflits entre le centre, à Khartoum, et les régions périphériques de ce pays de 46 millions d'habitants.

### AVENIR SOMBRE

Des tensions couvaient depuis des mois entre Hemedti et al-Burhan sur la manière dont les FSR - estimées à 100. 000 personnes - devaient être intégrées dans l'armée soudanaise dans le cadre d'un accord-cadre soutenu par la communauté internationale pour un gouvernement civil, et sur la chaîne de commandement à l'approche des élections.

Ancien chef de milice au Darfour, Hemedti est devenu puissant en tant qu'homme de main de l'autocrate vétéran Omar al-Bachir, et riche grâce au commerce de l'or. Il a été l'adjoint de al-Burhan au sein du conseil de souveraineté dirigeant le Soudan après le renversement de al-Bachir.

## La Russie accuse l'Ukraine de tenter de tuer Poutine en attaquant le Kremlin de nuit avec un drone



La Russie a accusé mercredi l'Ukraine d'avoir attaqué le Kremlin avec des drones pendant la nuit, dans une tentative ratée de tuer le président Vladimir Poutine.

Un haut responsable de la présidence ukrainienne a démenti cette accusation - la plus grave que Moscou ait portée contre Kiev en plus de 14 mois de guerre - et a déclaré qu'elle indiquait que Moscou préparait une "provocation terroriste" majeure.

Le Kremlin a déclaré que la Russie se réservait le droit de riposter, et les partisans de la ligne dure ont exigé un châtement rapide contre le président

ukrainien Volodymyr Zelensky. "Deux drones visaient le Kremlin. Grâce aux mesures prises à temps par l'armée et les services spéciaux à l'aide de systèmes de guerre radar, les engins ont été mis hors d'état de nuire", a déclaré le Kremlin dans un communiqué.

Nous considérons ces actions comme un acte terroriste planifié et une tentative d'assassinat du président, perpétrés à la veille du Jour de la Victoire, le défilé du 9 mai, auquel la présence d'invités étrangers est également prévue...".

"La Russie se réserve le droit de prendre des mesures de rétorsion quand elle le jugera nécessaire...".

Baza, une chaîne Telegram ayant des liens avec les forces de l'ordre russes, a mis en ligne une vidéo montrant un objet volant s'approchant du dôme du bâtiment du Sénat du Kremlin qui surplombe la place Rouge - lieu du défilé du Jour de la Victoire - et explosant dans un intense éclat de lumière juste avant de l'atteindre.

Le conseiller présidentiel ukrainien Mykhailo Podolyak a déclaré dans des commentaires envoyés

à Reuters : "L'Ukraine n'a rien à voir avec les attaques de drones contre le Kremlin. Nous n'attaquons pas le Kremlin parce que, tout d'abord, il ne résout aucune tâche militaire".

Il a ajouté : "À mon avis, il est absolument évident que les "informations sur une attaque contre le Kremlin" et, simultanément, la détention supposée de saboteurs ukrainiens en Crimée [...] indiquent clairement la préparation d'une provocation terroriste à grande échelle par la Russie dans les jours à venir."

Le puissant président de la chambre basse du parlement russe, Vyacheslav Volodin, a publié une déclaration demandant l'utilisation "d'armes capables d'arrêter et de détruire le régime terroriste de Kiev". Margarita Simonyan, directrice de la chaîne publique RT, a écrit sur Telegram : "Peut-être que les choses vont maintenant commencer pour de bon ?".

Ça se corse.

le Canard Libéré

Rue Ibnou Katir résidence  
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4  
Maârif - Casablanca -  
Tél : 0522 23 32 93  
Fax : 0522 23 46 78  
E-mail : contact@lecanardlibere.com  
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION  
ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou  
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar  
Abdelkarim Chankou  
Saliha Toumi  
Ahmed Zoubair

CARICATURES  
Boudali, Zag

SERVICE COMMERCIAL  
Laila Lamrani Amine  
Chaimaa El Omari Naib

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416

Médecin



26,50 €

Plombier



125 €





## Can'Art et CULTURE



### Le moment marocain

# Le livre qui immortalise l'épopée des Lions de l'Atlas

Pour rendre hommage à une équipe de football qui a brillé de mille feux au dernier Mondial de Qatar en réalisant un exploit aussi inédit que mémorable, rien de mieux que d'immortaliser son épopée dans un beau livre. C'est désormais chose faite. La Croisée des Chemins, Sochepress et le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME) ont décidé de publier *Le moment marocain*, un « ouvrage pour non seulement revenir sur les moments forts de ce parcours mais aussi pour s'arrêter sur la ferveur des Marocains, et des populations du Sud dans leur globalité. »

L'ensemble des portraits des 27 joueurs de l'équipe nationale ainsi que tout le staff technique, médical et logistique on les retrouve réunis dans cet excellent livre, rédigé en collaboration avec des journalistes sportifs et écrivains dont Lino Baco, Amine Birouk, Belaid Bouimid, Valérie Morales Attias ainsi que Driss El Yazami et Abdelkader Retnani.

Extrait de la préface de Driss El Yazami, Président du CCME « Il restera de ce parcours la mémoire de cette double reconnaissance et par le Souverain et par les enfants de ces mères, dont le parcours modeste, laborieux, le plus souvent méconnu, a été acté et célébré en ces instants devant le monde entier, sans fausse pudeur ni ostentation, simplement, comme une évidence d'amour, de joie et de fierté qu'il fallait partager avec le



plus grand nombre. Comme un don à nous tous, ici et ailleurs. [...] » Évidence même impose de reconnaître qu'il « faudra beaucoup de temps pour qu'une histoire plus rigoureuse de ce parcours exceptionnel soit écrite et que l'on puisse analyser à

froid et de manière plus sereine ses ressorts profonds. Mais on peut déjà avancer à cette étape qu'une des raisons essentielles du succès est cette alchimie entre des talents issus des diverses communautés marocaines du monde et de jeunes pousses repérées au Maroc même et éduquées à l'Académie Mohammed VI de football, une synthèse réussie grâce à une rencontre entre l'histoire (de l'émigration) et la volonté (du Souverain). » Fort de ces acquis, « Walid Regragui et les autres dirigeants de la Fédération Royale Marocaine de Football ont rassemblé des éléments dispersés, qui s'ignoraient jusque-là, ont su leur parler, transcender leurs particularismes tout en les prenant en compte, et fondu cette diversité (cette désunion ?) en une seule ambition. Mais ce savoir-faire, quelque peu miraculeux, ne saurait constituer une recette miracle pour tous les enjeux et défis du pays. »

Les poulains de Regragui non seulement ont fait rêver les Marocains et l'ensemble du monde arabe et africain mais ont donné l'exemple et la preuve que rien n'est impossible si la volonté de réussir est là. A bon entendeur salut.

## Agadir se dote d'un musée d'art

« Agadir Musée d'Art » (AMA), a été inauguré jeudi soir 27 avril avec une scénographie articulée autour d'un dialogue entre la peinture et le patrimoine culturel marocain dans toute sa diversité, qui témoigne d'un savoir-faire ancestral. L'exposition permanente comporte une collection provenant de la donation du mécène El Khalil Belguench, qui a souhaité partager sa passion pour l'art avec tous les Marocains et les visiteurs, selon la Fondation Nationale des Musées.

Dans un parallélisme entre tradition et modernité, le parcours de l'exposition se décline en sections, autour d'une lecture thématique, où peintures, bijoux et tapis, essentiellement amazighs, s'entrecroisent et se complètent pour former un ensemble cohérent et harmonieux.

La cérémonie d'ouverture de ce musée s'est déroulée en présence notamment du Chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, du ministre de la Jeunesse, de la Culture et

de la Communication, Mohammed Mehdi Bensaid, du président de la Fondation Nationale des Musées, Mehdi Qotbi, du président du conseil régional du Souss-Massa, Karim Achengli, et du Wali de la région de Souss-Massa, Gouverneur de la préfecture d'Agadir-Ida Ou Tanane, Ahmed Hajji. Selon M. Qotbi, « ce musée abrite, essentiellement, une collection d'œuvres d'art exceptionnelles, issue d'une importante donation de M. El Khalil Belguench, qui a tenu à ce qu'elle soit partagée avec nos visiteurs et tous les Marocains, car l'essence même de l'art est le partage ».

Dans une déclaration à la MAP, M. Bensaid a indiqué que ce musée s'inscrit dans le cadre des efforts entrepris pour le renforcement des infrastructures culturelles au niveau de la région de Souss-Massa, ainsi que la promotion de l'industrie et du tourisme culturels qui contribuent au développement économique et social.



## La Fédération africaine universitaire des ciné-clubs voit le jour

La charte portant création de la Fédération africaine universitaire des ciné-clubs (FAUCC) a été signée jeudi 27 avril à Rabat, en marge de la première édition du festival « Rabat'Doc Africa », organisé du 25 au 29 avril dernier.

Basée à Rabat, la fédération se donne pour missions de gérer les ciné-clubs universitaires africains, former les jeunes dans le cadre de résidences d'écriture et de réalisation de films et faire ressortir et diffuser la vision des réalisateurs africains. La charte a été paraphée par le président du Centre Sijilmassa pour les études et

les recherches audiovisuelles et directeur du festival Rabat'Doc Africa, Azlarab Alaoui, et l'écrivaine, réalisatrice et universitaire sénégalaise Hadja Maimouna Niang, en présence d'un parterre de professeurs universitaires spécialistes de l'audiovisuel et des représentants de fédérations africaines dédiées au secteur audiovisuel.

Outre son président Azlarab Alaoui, la fédération est composée de la vice-présidente Hadja Maimouna Niang (Sénégal), du secrétaire général Jean-Michel Adiko (Côte d'Ivoire), du secrétaire chargé de la coo-

pération Ignace Sangare (Burkina Faso), du secrétaire chargé des projets Dorothee Dognon (Bénin), du trésorier Driss Azdoud (Maroc), du conseiller chargé de la communication Sory Kourouma (Mali), des conseillers chargés de l'organisation Anoumou Amekudji (Togo) et Mariam Ouata Kone (Niger), du conseiller chargé de la logistique Guillit Minguila (Gabon) et du conseiller chargé de la promotion et des médias Sidi Sbai (Mauritanie). La FAUCC s'attachera entre autres à promouvoir la recherche scientifique axée sur le domaine de l'audiovisuel.

### Rihanna sera la schtroumpfette du film d'animation « Les Schtroumpfs »

Rihanna a été choisie pour interpréter la voix de la schtroumpfette dans le nouveau film hybride en prise de vue réelle de Paramount Animation « Le film des Schtroumpfs ». La superstar a fait une apparition surprise en personne au CinemaCon, la convention annuelle des propriétaires de salles de cinéma de Las Vegas, pour faire l'annonce jeudi 27 avril. « J'ai essayé d'obtenir le rôle du Grand Schtroumpf, mais ça n'a pas marché », a plaisanté la chanteuse sur la scène du Caesar's Palace Hotel and Casino, aux côtés de Ramsey Naito, directeur de Paramount Animation. Il a été révélé que Rihanna jouera le rôle principal, écrira et enregistrera des chansons originales et produira le projet à venir. Vêtue d'une cape en denim délavé, elle a également confirmé qu'elle en était à son troisième trimestre de grossesse avec son deuxième enfant. Le film, selon Naito, explorera les thèmes de l'identité et posera la question centrale : « Qu'est-ce qu'un Schtroumpf ? » Rihanna a déjà prêté sa voix au film d'animation de DreamWorks « Home », qui a rapporté plus de 380 millions de dollars au box-office mondial. Parmi les films en prises de vue réelles qu'elle a réalisés, citons « Battleship », « This Is the End », « Valerian and the City of a Thousand Planets », « Ocean's 8 » et « Guava Island ». Basée sur les bandes dessinées de l'artiste belge Peyo, la tribu des petites créatures bleues a déjà bénéficié d'une franchise cinématographique moderne chez Sony Pictures, qui a démarré il y a plus de dix ans. Le réalisateur Raja Gosnell (« Scooby-Doo ») a réalisé deux films hybrides en prises de vue réelles avec Neil Patrick Harris et des voix telles que Julia Roberts, Katy Perry, Hank Azaria et Joe Manganiello. Le film devrait sortir en salles le 14 février 2025. Pam Brady a écrit le scénario et Chris Miller réalisera le film. Outre le reboot des « Schtroumpfs », la liste des films à venir de Paramount Animation comprend l'adaptation par Seth Rogen des « Tortues Ninja Mutantes », une nouvelle aventure pour « Bob l'éponge » et un nouveau tour pour « La Patrouille des Pattes ».

### Décès de Moulay Taher Al-Asbahani, maestro du groupe Jil Jilala

L'artiste, Moulay Taher Al-Asbahani, membre fondateur du groupe Jil Jilala est décédé ce mercredi matin, à l'âge de 75 ans. Feu Moulay Al-Taher né à Marrakech en 1948 est considéré comme l'un des piliers du groupe Jil Jilala, et se distingue par sa voix forte et sa grande maîtrise



dans l'interprétation des longues maqamat et des chants traditionnels marocains. Le défunt a également travaillé dans le domaine théâtral avec la troupe Tayyeb Seddiki à la fin des années soixante, et il a également participé à plusieurs films cinématographiques et télévisuels. Nous sommes à Dieu et à Lui nous retournons.



# Et BATATI ET BATATA



## Mot Fléchés

SOUVERAIN REPRÉSEN- TANTE	ENGUEU- LADE LUNETTEUX	BRILLE DE LOIN BICHONNÉ	PLANCHES À DESSIN BAT LE ROI	OISEAU MIGRATEUR TRANSPORT PARISIEN	PLAN D'ÉPARGNE BOISSON DU MATIN
JOUEURS DE BASKET PEINTRE FRANÇAIS				PAREIL RÉCOLTE	
RAT OU SOURIS UN GARS			MÂCHOIRE FATIGUÉE	JOYEUX COUP DE PIED	PLONGÉ
MAL À L'ESTOMAC AUTHEN- TIQUE	CHANDELLE		DIMINUTIF VALLÉE INONDÉE	SIGLE EUROPÉEN FÊTARD	EXIGIBLE
ULTIMATUM	SONGEA EXTORSION DE FONDS		VICTOIRE DE NAPOLÉON AVANT LES POISSONS	ARÔME COURSES	PARTICULE CROCHET DE BOUCHER
PASSAGE LIBRE	PAYS ENSOLEILLÉ TRIBUNAL		SERVICES NON RENDUS	ÉLIMINE MALADIE HONTEUSE	DÉCHET HUMAIN
SUR LE TAPIS FAISAIT UNE DIÈTE		DISPERSÉ DRAME JAPONAIS	SENTIR MAMELLE		TONNEAU
				FIXÉ	
BOÎTE À CRAYONS				SANS TRACE	

## Mots croisés

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											

### Horizontalement

[1] Ses mémoires ne nous sont parvenus qu'après la mort d'un romantique. [2] Une des lettres célèbres de Pascal. [3] Les légumes d'Ésaut. Déesse berbère. [4] Subdivision d'une espèce. Au bor de l'eau. Romains. [5] Elle plaisait à Montaigne. [6] Lieu commun. Phonétiquement: c'était un droit qui a disparu. [7] Pronom. Il mit Athènes à sac. [8] À l'opposé du zénith. [9] C'est ce que fera un froid glacial. [10] À l'entrée de la forêt. Fin d'infinifit. Préposition. À l'entrée de l'oasis. [11] Permet d'adoucir les bords.

### Verticalement

[A] Pa exemple Barbe-bleue d'Offenbach. [B] Prénom de reines castillanes. Vieux suc de plantes. [C] Grand chef d'orchestre Italien. [D] Phonétiquement: prénom masculin. Ne voit souvent que des chalands qui pasent. [E] Chiffre étranger. Symbole d'un métal. Nom d'un grand illustrateur. [F] Aux deux bouts du train. Produit par un alchimiste. [G] Un peu plus qu'un septenat. [H] Au début du cri d'un chat. Presque un père. Presque une femme. [I] Réservés dans les cours aux émules de Jean Valjan. Le numéro d'un roi auquel on a attribué une vaste paternité. [J] Recalé. Un diplomate à la double personnalité. [K] Préposition. Rendit sec.

## Mots Mêlés

F	I	T	Z	G	E	R	A	L	D	F	R	D
A	L	A	V	I	G	N	E	E	N	M	M	N
H	O	U	S	T	O	N	U	K	O	C	A	A
W	T	W	A	I	N	G	G	U	A	G	D	S
I	E	O	D	R	O	J	S	N	A	B	O	I
N	N	R	R	N	E	K	A	G	A	M	N	E
E	A	C	I	I	O	L	Y	C	A	L	N	R
H	M	E	U	H	D	I	T	K	S	A	T	
O	P	D	R	C	A	A	H	U	P	S	M	S
U	A	I	A	L	G	I	N	E	G	A	O	E
S	H	L	S	T	E	F	A	N	I	A	S	N
E	C	L	L	U	A	R	I	K	A	H	S	O
M	O	R	I	S	S	E	T	T	E	L	L	J

- A Aguilera
- B Baker
- C Chapman
- D Dion
- F Fitzgerald
- H Houston
- J Jackson
- L Lady Gaga
- M Madonna
- Nethieu
- Minogue
- Morissette
- Rihanna
- Sade
- Shakira
- Sevens
- Streisand
- T Twin
- W Winhouse

## Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contienne une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.

3					8	4	5
			4				
2			5	3	6	9	
	2		9	8			7
6		4	3		1		
	3	4	2	1			9
		3					
5	1	6					8

## A méditer



« Le monde récompense plus souvent les apparences du mérite que le mérite même. »

**François de La Rochefoucauld/Maxime.**

## Solution des jeux du numéro précédent

### Su-Do-Ku

1	3	5	6	7	4	2	9	8
4	2	7	5	9	8	3	6	1
6	8	9	1	2	3	5	7	4
3	4	1	9	6	5	8	2	7
7	6	2	4	8	1	9	5	3
9	5	8	2	3	7	1	4	6
8	9	6	3	4	2	7	1	5
5	7	4	8	1	9	6	3	2
2	1	3	7	5	6	4	8	9

### Mots fléchés

P	M	P	F	C	U
P	E	S	E	T	A
S	E	M	A	I	N
R	O	U	B	L	E
I	R	O	N	I	E
M	I	L	A	N	O
D	N	S	T	E	N
L	A	C	E	R	E
H	O	E	C	R	U
D	O	L	L	A	R
Z	E	L	E	E	S
Y	U	A	N	T	U
A	I	S	E	E	T
A	I	S	E	B	R
R	I	S	T	R	E

### Mots croisés

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K
1	T	E	R	R	I	T	O	R	I	A
2	A	N	I	O	I	E	P	I	A	L
3	B	A	L	U	S	T	R	E	S	D
4	L	E	V	E	I	E	R	S	R	
5	A	V	E	L	N	O	D	E		
6	T	A	T	I	L	L	O	N	N	E
7	U	T	A	I	A	U	T	S	S	
8	R	I	E	E	T	E	M	I	E	
9	E	O	U	S	I	N	I	E	R	S
10	T	I	S	S	O	T	R	E	S	
11	B	A	C	E	N	E	S	S	E	

### Mots Mêlés

**Mots Mêlés**  
Solution : Jaloux.



# Et BATATI ET BATATA



Bizarre



## Un Ougandais papa de 102 enfants

À 68 ans, il est à la tête d'une famille de 12 femmes, 102 enfants - le plus jeune âgé de 10 ans, le plus vieux de 50 ans - et 578 petits-enfants mais il s'arrêtera là. « J'ai appris de mon attitude irresponsable d'avoir eu autant d'enfants dont je ne peux pas m'occuper », assure-t-il. Sa vaste famille vit entre une maison délabrée au toit de tôle rouillée et une vingtaine de huttes en terre situées à proximité. « Avec ma santé défaillante et moins d'un hectare de terre pour une si grande famille, deux de mes femmes sont parties car je ne pouvais plus subvenir à l'essentiel, comme la nourriture, l'éducation ou l'habillement », souligne ce père de famille, actuellement sans emploi. Musa Hasahya Kesera s'est marié pour la première fois en 1972 à l'âge de 17 ans lors d'une cérémonie traditionnelle. Son premier enfant est né un an plus tard. « Comme on n'était que deux enfants (dans sa famille), mon frère, mes parents et mes amis m'ont conseillé d'épouser plusieurs femmes pour avoir beaucoup d'enfants et agrandir notre patrimoine familial », explique-t-il. Attirés par son statut de vendeur de bétail et de boucher, des villageois lui offrent alors la main de leurs filles, certaines encore mineures - une pratique interdite depuis 1995. Avec les années, il ne peut même plus identifier ses propres enfants. « Je ne me rappelle que des noms du premier et du dernier né, je ne me souviens pas de la plupart des autres », avoue-t-il sans détour, en fouillant dans des piles de vieux cahiers à la recherche de détails sur leurs naissances. Musa Hasahya Kesera avoue avoir aussi du mal à se souvenir du nom de certaines de ses épouses. Il doit les demander à l'un de ses fils.

## Zebra Travel

Un zèbre échappé de son enclos qui s'était promené librement pendant des heures dans le centre de Séoul, devenant une vedette de l'internet, est rentré sain et sauf au zoo, ont indiqué vendredi 24 mars des responsables à l'AFP. Sero le zèbre est de retour dans son enclos dans un « état stable et en bonne santé », a déclaré un responsable du Seoul Children's Grand Park, après que l'animal eut passé trois heures jeudi 23 mars à trotter le long des routes et à éviter les voitures avant d'être finalement coincé par les gardiens du parc. Âgé de trois ans, Sero a été capturé à l'aide d'une barrière de sécurité après avoir pénétré dans une allée étroite et a été tranquilisé. Des photos publiées sur les réseaux sociaux le montrent en train d'être transporté, endormi, jusqu'au zoo. Léquidé a commencé à se comporter de manière erratique après la mort de ses parents — sa mère en 2020 et son père deux ans plus tard — selon une vidéo publiée en janvier sur la chaîne YouTube du zoo. « Il ne voulait pas retourner dans son enclos et s'est battu avec un kangourou », explique la vidéo. Les personnes qui s'occupent de lui ont commencé à lui donner des goûters spéciaux et des fruits pour essayer de l'empêcher de « vagabonder », ajoute-t-elle, mais en vain. Sa brève aventure dans les rues encombrées de Séoul a propulsé Sero au rang de célébrité sur l'internet, engendrant des milliers de vidéos et de même sur les réseaux sociaux en langue coréenne. Une vidéo montre Sero marchant calmement à travers un labyrinthe de voitures à l'arrêt, tandis qu'un témoin de la scène s'exclame : « Oh, il est beau ! D'autres internautes ont relevé que son évasion mettait en lumière la situation critique des animaux de zoo.

## Une histoire d'eau et de gaz

La ville de Grigny (Essonne), qui demandait à l'usine locale de Coca-Cola d'arrêter de puiser de l'eau dans la nappe phréatique pour produire ses boissons, a annoncé un accord avec l'entreprise. « Un accord de principe » pour que l'usine Coca-Cola de Grigny « arrête de pomper dans la nappe phréatique » a été trouvé entre la municipalité et la multinationale, a annoncé mercredi 26 avril le maire (PCF) de Grigny, Philippe Rio. « Nous sommes en train de créer les conditions techniques » d'un raccordement de l'usine au réseau public de distribution d'eau de la ville, a précisé l'élu. De son côté, Coca-Cola Europacific Partners (CCEP), l'embouteilleur en Europe occidentale du géant américain des boissons gazeuses, a indiqué qu'« à ce stade l'accord avec la municipalité [était] en discussion ». L'entreprise dit travailler « avec la municipalité à des modalités pour acheter de l'eau de ville pour une partie » de ses boissons. Implantée depuis 1986 à Grigny, à 22 km au sud de Paris, l'usine Coca-Cola emploie 266 personnes et produit des bouteilles de Sprite, Coca-Cola ou encore de Fanta. Pour cela, elle puiserait près de 780 000 m<sup>3</sup> d'eau par an dans la nappe phréatique, selon une source proche du dossier. Ce modèle est aujourd'hui « has been », selon Philippe Rio, pour qui « il faut protéger la ressource [en eau] car on ne sait pas de quoi demain sera fait ».



## Rigolard



■ Un jeune garçon entre dans un salon de coiffure et le coiffeur chuchote à son client : "C'est l'enfant le plus bête du monde. Regardez-moi vous le prouver." Le coiffeur met un billet d'un dollar dans une main et deux pièces de 25 cents dans l'autre, puis il appelle le garçon et lui demande : "Lequel veux-tu, fiston ?" Le garçon prend les pièces et s'en va.

"Le garçon prend les pièces et s'en va.

"Qu'est-ce que je t'avais dit ? "Ce gamin n'apprend jamais !"

Plus tard, lorsque le client s'en va, il voit le même jeune garçon sortir du glacier.

Il lui dit : "Hé, fiston ! Puis-je te poser une question ? Pourquoi as-tu pris les pièces de 25 cents au lieu du billet d'un dollar "

Le garçon lèche son cornet et répond : "Parce que le jour où je prends le dollar, le jeu est terminé !"

■ Une femme s'est tellement énervée contre son mari qu'elle a fait ses valises et lui a dit de partir. Alors qu'il se dirigeait vers la porte, elle lui a crié : "J'espère que tu mourras d'une mort longue, lente et douloureuse."

Il s'est retourné et a dit : "Alors, tu veux que je reste ?"

■ Mon patron a été honnête avec moi aujourd'hui. Il est arrivé au travail avec sa nouvelle voiture ce matin et je l'ai complimenté à ce sujet. Il m'a répondu : "Si tu travailles dur, que tu te fixes des objectifs, que tu restes déterminé et que tu travailles de longues heures, je pourrai en avoir une encore meilleure l'année prochaine".

■ Après une longue sécheresse, lorsque la pluie est arrivée, tous les animaux de la forêt étaient heureux, sauf le kangourou. Lorsque les autres lui demandèrent la raison de cette tristesse, le kangourou révéla que la pluie signifiait que tous ses enfants allaient maintenant jouer à l'intérieur.

■ Le matin de la fête des mères, deux enfants ont ordonné à leur mère de rester au lit. Alors qu'elle était allongée, impatiente de prendre son petit-déjeuner au lit, une odeur de bacon s'éleva de la cuisine. Après une longue attente, elle descendit enfin pour enquêter. Elle les trouva tous les deux assis à la table, en train de manger du bacon et des œufs.

"En guise de surprise pour la fête des mères, expliqua l'un d'eux, nous avons décidé de préparer notre propre petit-déjeuner. "

## A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

**Superficie 128 m<sup>2</sup>**

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces. Bien aéré et ensoleillé. Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis. Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact :  
**0661252000**

## LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktouni  
Contactez-nous au 0661177444



# LE TALENT NE DEMANDE QU'À BRILLER.

#FAIREGAGNERLESPORT



**-18** JOUONS  
RESPONSABLE



FAIRE GAGNER LE SPORT